

Démêler le vrai du faux dans la flambée des prix agricoles mondiaux

Jacques Berthelot (jacques.berthelot4@wanadoo.fr), Solidarité (<http://solidarite.asso.fr>)

9 octobre 2008

Plan

- I – Classement des causes de la flambée récente des prix agricoles mondiaux
- II – L'envolée récente des prix des principaux produits agricoles à usage alimentaire
- III - La baisse de la production et des stocks de grains face à la hausse de la demande
- IV – La responsabilité des principaux pays dans la flambée des prix agricoles mondiaux
 - A – Excédents & déficits des échanges agricoles et alimentaires dépendent des produits inclus
 - B – Chine et Inde ne sont pas responsables de la flambée récente des prix agricoles mondiaux
 - C – Les Etats-Unis et l'Union européenne portent la responsabilité essentielle
 - 1) Les EU, le bioéthanol de maïs et le biodiesel de soja
 - 2) L'Union européenne, le bioéthanol de céréales et betterave et le biodiesel de colza
 - 3) Les autres responsabilités des EU et de l'UE dans les émeutes actuelles de la faim
 - D – Le Brésil a-t-il une responsabilité dans la flambée des prix agricoles?
- V – Le rôle de la spéculation financière et commerciale dans la flambée des prix agricoles

La présente note vise à clarifier et hiérarchiser les causes essentielles de la flambée récente des prix agricoles et alimentaires telles que diffusées par les médias, voire les économistes. Elle ne revient pas par contre sur les émeutes de la faim, bien documentées, ni sur les aspects agronomiques et environnementaux liés notamment à la production de biocarburants.

On commencera par classer les causes essentielles de cette flambée des prix agricoles, flambée que l'on mesurera ensuite pour les principaux produits avant de faire l'analyse des causes par produit puis d'identifier la responsabilité des principaux pays – Etats-Unis (EU), UE, Chine, Inde, Brésil – et celle de la spéculation financière. On se centrera principalement sur les céréales et oléagineux, sachant que la hausse de ces constituants de l'alimentation animale s'est répercutée sur les prix des viandes et produits laitiers.

I – Classement des causes de la flambée récente des prix agricoles

On peut distinguer les causes liées à l'augmentation de la demande de celles liées à l'insuffisance de l'offre ou à la hausse de ses coûts, sachant que certaines causes ont eu des effets à court terme alors que d'autres correspondent à des tendances de long terme, ce qui recoupe en partie la distinction entre causes conjoncturelles et structurelles.

Cette confusion des causes dues aux tendances de long terme passées ou futures avec les causes plus immédiates est illustrée par les réponses données par Gilles Hirzel, représentant de la FAO en France, dans un débat organisé par Les Echos le 14 avril 2008. A la question "*Qu'est-ce qui explique la hausse des prix des matières premières?*" Gilles Hirzel répond "*Evidemment les dérèglements climatiques sur l'année 2007. Ensuite il y a la croissance de la population, l'évolution de l'alimentation dans les pays émergents (ils consomment davantage de viande, ce qui exerce une pression sur le marché des céréales), l'augmentation du prix du pétrole et l'émergence de la production d'agro-carburants. Mais le véritable problème de fond est le désinvestissement dans le secteur agricole depuis de très nombreuses années*"¹. Toutes ces causes sont réelles mais semblent mettre sur le même plan les causes récentes dues aux dérèglements climatiques de 2007, à la production des agro-carburants et à la hausse du

¹ <http://www.lesechos.fr/info/inter/4717336.htm>

prix du pétrole avec des causes de plus long terme que sont l'évolution de l'alimentation des pays émergents et le désinvestissement dans le secteur agricole des PED.

1) – Causes liées à la demande

a) La cause essentielle a été l'envolée de la production de biocarburants depuis 2006 qui a réduit les volumes de céréales et oléagineux disponibles pour l'alimentation humaine directe et entraîné la hausse des prix des produits animaux consommateurs d'aliments du bétail.

b) La hausse de la consommation des produits alimentaires, liée à la hausse rapide du niveau de vie des pays émergents comme la Chine et l'Inde qui a conduit à une forte hausse de leur consommation de produits animaux, et donc de grains, notamment d'oléagineux. Mais cette hausse est une tendance à l'œuvre depuis de nombreuses années et ne peut rendre compte de la flambée progressive des prix agricoles depuis deux ans.

La croissance de la population mondiale à long terme – qui devrait passer de 6,6 milliards d'habitants en juillet 2007 à 9,3 milliards en juillet 2050, toute cette croissance devant survenir dans les PED – n'est a fortiori pas responsable de la flambée récente des prix mondiaux. Mais elle laisse entrevoir les difficultés à venir pour satisfaire les besoins alimentaires en 2050, sachant que déjà 854 millions d'humains souffraient de sous-nutrition chronique (déficit calorique) en 2001-03 et que leur nombre avait augmenté de 37 millions depuis 1999, et que, d'autre part, plus de 2 milliards souffraient de malnutrition (déficit en protéines, vitamines ou oligo-éléments).

c) Plus récemment la spéculation financière massive sur les prix des matières premières agricoles (et non agricoles) liée à la chute des valeurs mobilières, à la dépréciation du dollar, à la remontée de l'inflation et à la baisse de la croissance économique dans les pays développés et de nombreux pays en développement (PED).

d) Mais aussi la spéculation des commerçants, relayée par les achats de précaution des consommateurs anticipant la prolongation de la hausse des prix et les importations gouvernementales de pays comme les Philippines à n'importe quel prix dans la crainte qu'ils ne continuent à augmenter et pour décourager la spéculation des commerçants nationaux².

2) – Causes liées à l'offre

a) Les baisses de production :

- à court terme, celles dues à des calamités naturelles (sécheresse ou pluviométrie excessive),
- ou, en tendance à l'œuvre depuis de nombreuses années, des hausses de production inférieures à celles de la demande, entraînant la baisse des stocks, du fait : soit du plafonnement ou de la baisse des rendements indépendamment de calamités, soit de transferts de superficies d'une culture à l'autre, soit surtout liées à la moindre compétitivité due à des importations à des prix de dumping. On dénonce ici l'aberration des règles des échanges agricoles – promues par la Banque mondiale, le FMI et l'OMC, et les pays développés eux-mêmes, Etats-Unis (EU) et Union européenne (UE) en tête – ayant obligé les PED à réduire leur protection à l'importation tout en autorisant le dumping des pays développés camouflé sous des subventions agricoles internes massives bénéficiant aussi aux produits exportés.

b) La flambée des prix du pétrole : elle a fortement renchéri le coût de tous les intrants agricoles et les frais de transport nationaux et internationaux et elle a aussi justifié les

² <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=aAodCAZSqloo>

décisions politiques d'accélérer la production de biocarburants. La flambée des prix du pétrole est liée non seulement à la croissance forte des pays émergents, notamment Chine et Inde, face à une moindre croissance de la production de pétrole mais aussi à la faiblesse du dollar et à la volonté des pays exportateurs de maintenir leur pouvoir d'achat vis-à-vis des pays hors zone dollar.

c) Plus récemment les restrictions ou embargos à l'exportation de produits agricoles d'un grand nombre de pays exportateurs pour garantir la sécurité alimentaire de leurs citoyens à un prix raisonnable, et qui ont accéléré la flambée des prix.

II – L'envolée récente des prix des principaux produits agricoles à usage alimentaire

Rappelons que les EU sont "faiseurs des prix" mondiaux des "grains" (céréales, oléagineux, protéagineux)³ puisque les autres exportateurs se basent sur leurs prix FOB, après cotation à Chicago, Kansas City ou Minneapolis. Et, comme le prix des grains se répercute sur le prix des produits animaux qui les consomment, cela souligne déjà le rôle majeur des EU dans la flambée de la plupart des prix des produits agricoles non tropicaux.

1) Le tableau 1 montre l'évolution mensuelle des prix des principaux produits agricoles à usage alimentaire dans les bourses de marchandises de référence (celles des EU pour les céréales et le soja) depuis juillet 2007 ainsi que pour janvier et juillet 2006 et janvier 2007. Les prix sont généralement en dollars par tonne (\$/t), sauf pour le sucre et le coton (en US cents par livre) et le cacao (en livres sterling par tonne).

Tableau 1 – Flambée des prix agricoles de janvier 2006 à juin 2008

\$ par tonne	Janv.	Juillet	Janv.	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	3 Oct.
Blé HRW2 FOB	170	213	209	246	273	343	354	335	381	377	439	482	389	350	358	343	341	312	264
BléSRW2 FOB	143	146	176	217	250	323	327	308	345	340	394	397	309	260	249	247	250	225	188
Mais n°2FOB	103	114	166	149	151	158	165	171	183	203	222	233	245	246	294	270	235	234	197
Sorgho 2 FOB	107	128	175	159	170	179	174	172	201	226	224	230	242	242	277	234	211	211	174
Riz Thi 100%B	303	322	318	337	335	333	338	358	376	385	463	567	853	963	873	835	787	764	734
soja FOB	233	235	275	313	321	357	369	403	440	471	524	492	501	504	583	586	497	458	385
colza Hambrg	263	322	366	405	439	485	521	562	597	643	693	754	704	719	725	682	591		
Huile soja Arns	532	630	697	885	908	959	1012	1138	1164	1276	1400	1476	1425	1436	1537	1511	1322		
*palméOIF Rot	424	471	599	811	821	835	881	952	950	1059	1160	1249	1174	1208	1213	1126	885		
*colzaFOBRot.	733	822	818	921	955	1051	1195	1273	1397	1428	1434	1519	1450	1510	1577	1540	1355		
*coprahOIFRot.	569	583	731	929	910	930	1010	1131	1153	1285	1382	1471	1443	1502	1551	1436	1193		
*arachide *	930	928	1180	1342	1404	1445	1486	1691	1777	1861	1958	2203	2200	2318	2318	2372	2372		
Tourteau soja *	207	202	247	289	297	342	384	397	425	434	463	443	470	469	512	508	436		
*colzaFOBHam.	136	123	172	191	223	269	272	260	272	308	345	359	327	354	332	295	247		
Sucre US cts/lb	15,41	16,14	11,01	10,16	9,84	9,75	9,99	10,09	10,69	11,76	13,37				11,70				
LaitéropoudOcé	2163	2075	2900	5150	5083	4950	4967	4838	4400	4250	4000	3775	3500	3475	3475	3600	3438	3025	
Lait gras *	2175	2100	2850	4650	4750	4750	4950	4838	4800	4400	4550	4750	4550	4550	4400	4175	3875	3262	
Beurre *	1950	1700	1938	3125	3533	3700	3800	4150	4050	4050	4050	4000	3950	3925	4013	4050	3775	3375	
VBoing Argent	1965	2305	2462	2093	2164	2509	2514	2583	2684	2743	3059	3333	2868	5476	4886	3375			
Poulet FOBBré	1314	1140	1268	1476	1464	1501	1519	1598	1461	1726	1761	1773	1842	1894	1974	2030			
Porc FOB US	2063	1948	2116	2073	2140	2163	2156	2141	2074	2101	2006	2069	2080	2130	2204				
Ovine NZ Lond	3749	4141	3979	4087	4111	4296	4393	4432	4313	4294	4502	4794	4893	4953					
Coton InA cts/lb	58,94	55,49	59,48	63,70	58,71	61,08	64,40	61,98	65,57	68,13	69,22	82,81	71,35	68,46	68,80	69,69	69,14		
Cafécomp. ICO	95,8	88,6	105,8	106,2	108,0	113,2	115,7	114,4	118,2	122,3	138,8	136,2	126,6	126,8	130,5	132,8	131,1		
CacaoELOMEt				1141	1058	997	1000	980	1059	1090	1250	1428	1321	1709*					

Sources : <http://www.fao.org/es/esc/prices/PricesServlet.jsp?lang=en>; <http://www.ico.org/prices/p2.htm>;
<http://fr.advfn.com/p.php?pid=cmmulticharts&cb=1208103566&symbol=ELCM%5ECN8&redir=1>; * prix la 3è semaine de juin

La flambée des prix a touché la quasi-totalité des produits, à l'exception toutefois des viandes porcine et ovine et du sucre. La hausse des prix des produits tropicaux (coton, café, cacao) a été nettement moindre que celle des produits alimentaires de base principalement tempérés (céréales, oléagineux, produits laitiers) même si elle s'est accentuée depuis novembre 2007 pour le cacao mais est retombée depuis février pour le coton et depuis mars pour le café.

³ Daryll E. Ray, Daniel G. De La Torre Ugarte, Kelly J. Tiller, *Rethinking U.S. Agricultural Policy: Changing Course to Secure Farmer Livelihoods Worldwide*, September 2003.

On peut classer les produits en fonction de leur pourcentage de hausse de janvier 2006 à février-20 juin 2008 (on n'a pas les cotations de mars au 20 juin 2008 pour tous les produits) et de leur date de plus forte hausse.

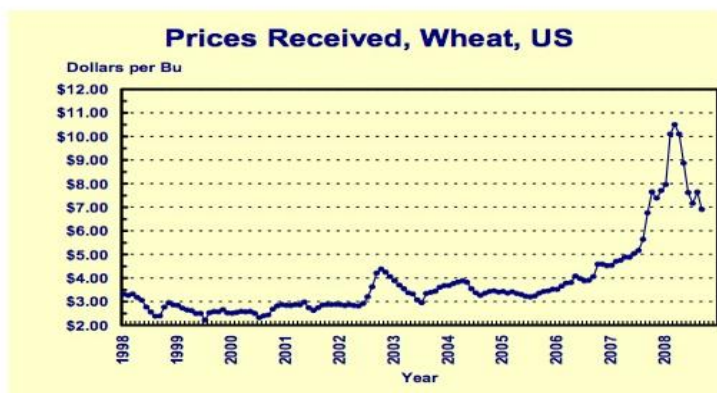
2) Le prix du blé HRW (Hard Red Winter) a été multiplié par 2,8 jusqu'en mars 2008 mais la chute a commencé puisque le prix a perdu 21% de la dernière semaine de février à la 2^e semaine de juin puis il est remonté la 3^e semaine à cause des inondations dans le Middle West. De même le blé SRW (Soft Red Winter) a aussi été multiplié par 2,8 jusqu'en mars 2008 mais a perdu 49% de la dernière semaine de février à la 2^e semaine de juin avant de remonter la 3^e semaine. La baisse pourrait reprendre compte tenu de la hausse de production attendue aussi chez les autres exportateurs, précisément parce que la hausse des prix du blé avait été plus forte que celui des autres "grains" (maïs, soja).

Le tableau 2 montre que les différences dans la hausse des prix payés aux agriculteurs des EU de 2004-05 à 2007-08⁴ et jusqu'en avril 2008 expliquent que les prévisions de semis pour 2008 y baissent de 8% pour le maïs et augmentent de 6% pour le blé et 18% pour le soja⁵.

Tableau 2 – Prix à l'exploitation comparés du blé, du maïs et du soja des EU pour 2004-05 à 2007-08

\$ par tonne	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	avril 08
Tous blés	131	132	149	212	430*
Maïs	97	77	90	133	190*
Soja	278	219	208	305	438*

Sources : prix moyen à l'exploitation pour les années civiles 2004 à 2007 : <http://www.farmdoc.uiuc.edu/manage/uspricehistory/USPrice.asp>;
* prix à l'exploitation en mars 2008 (<http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/AgriPric/AgriPric-03-28-2008.pdf>)



Agricultural Prices
September 2008

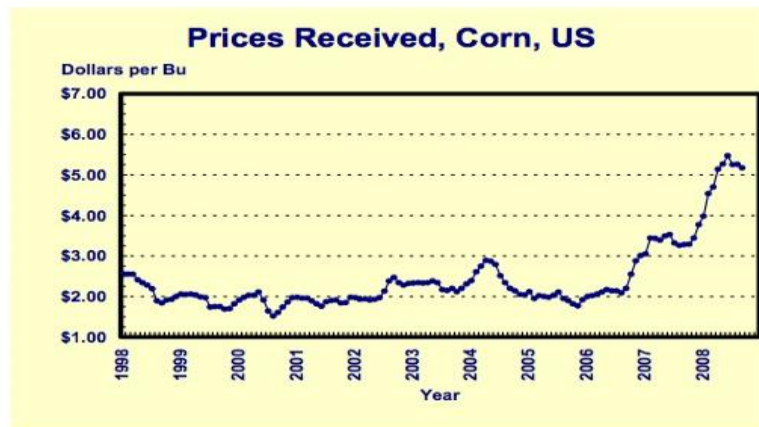
10

Agricultural Statistics Board
NASS, USDA

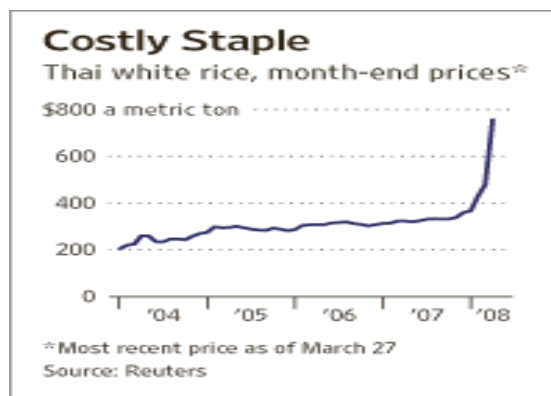
2) Le prix du maïs a été multiplié par 2,9 de janvier 2006 à la 3^e semaine de juin 2008 et celui du sorgho par 2,7 et les inondations du Middle West on fait grimpé le prix de plus de 10%. On voit ci-dessous la flambée des prix du maïs de 1998 à fin avril 2008. On a converti en \$/tonne les prix donnés en \$/boisseau sachant que le boisseau de blé comme de soja fait 27,2 kg et le boisseau de maïs 25,4 kg.

⁴ Les données de ce document se réfèrent aux campagnes de commercialisation, où est exportée la production de la campagne de production antérieure. En comparant la production et l'exportation ou l'importation de l'année 2007-08, on compare la récolte de 2007 avec ses échanges jusque juin 2008 (ou un autre mois).

⁵ <http://usda.mannlib.cornell.edu/MannUsda/viewDocumentInfo.do?documentID=1136>

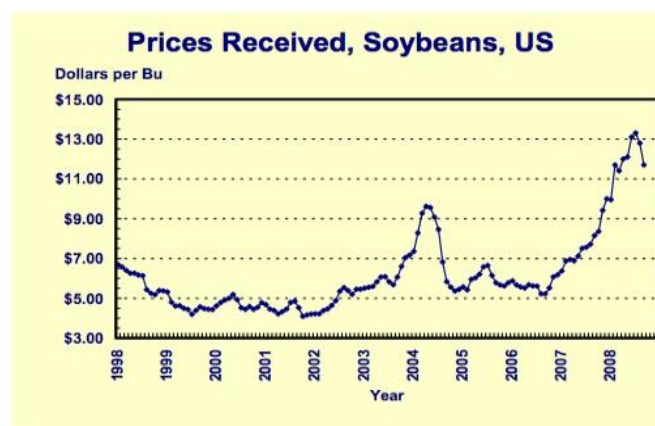


3) Le prix du riz n'a pratiquement pas bougé de janvier 2006 à octobre 2007 (+ 11%) mais s'est alors envolé progressivement jusqu'à atteindre 963 \$/t en mai 2008, soit une multiplication par 3,2 par rapport à janvier 2006 ou par 2,85 par rapport à octobre 2007. Mais il a perdu 9,5% les 3 premières semaines de juin, à 872 \$/t.



Source : <http://www.peakoil.com/post627304.html>

4) Les prix des graines oléagineuses : celui du soja a été multiplié par 2,5 de janvier 2006 à la 2è semaine de juin 2008 et celui du colza par 2,7 de février 2006 à mai 2008.



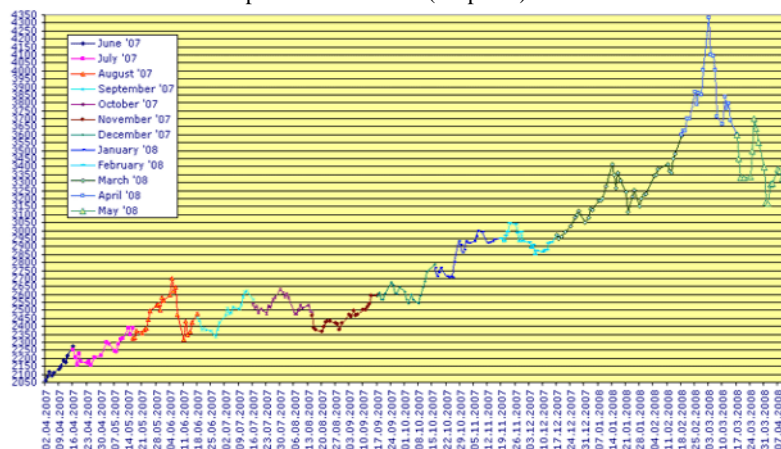
5) Le prix des huiles a également explosé, de janvier 2006 à mai 2008 : multiplication par 2,7 pour celle de soja, par 2,9 pour celle de palme, par 2,1 pour celle de colza, 2,6 pour celle de coprah et 2,5 pour celle d'arachide.

Prix à terme de l'huile de soja à Chicago en cents/livre de 2004 au 1^{er} avril 2008



Source : <http://www.cmegroup.com/trading/commodities/grain-and-oilseed/soybean-oil.html>

Prix à terme de l'huile de palme de Malaisie (roupies/t) : 1^{er} avril 2007-7 avril 2008



Source : <http://www.palmoil.com/index.php?q=D1VTW1NASgIEAhEbVg9RAAYB>

6) Le prix des tourteaux a été multiplié par 2,3 pour le soja jusqu'en mai 2008 et par 2,6 pour le colza. L'UE est la première responsable puisque ses importations ont augmenté de 2,2 Mt en 2007-08 sur une hausse des importations mondiales de 4,6 Mt.

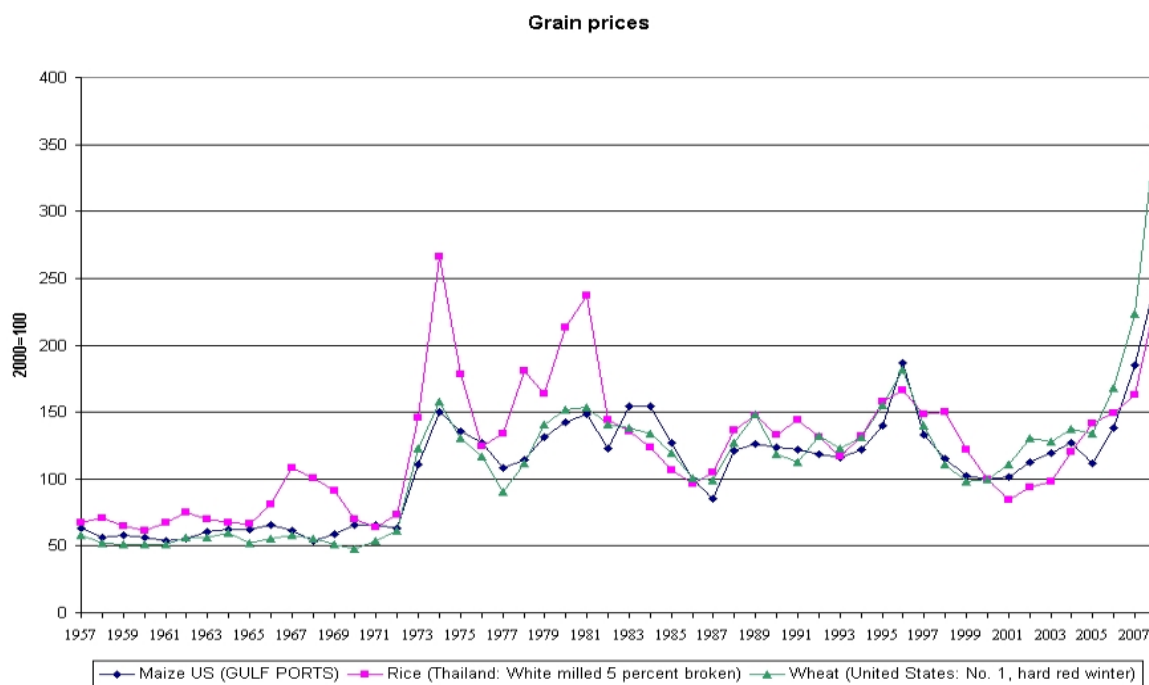
7) Le prix des produits laitiers a connu une évolution contrastée. Celui de la poudre écrémée a été multiplié par 2,3 de janvier 2006 à octobre 2007 puis il a chuté de 30% d'octobre 2007 à mai 2008 et n'a donc été multiplié que par 1,6 de janvier 2006 à mai 2008. Le prix de la poudre grasse a été multiplié par 2,2 de janvier 2006 à août 2007 et est resté à ce niveau en mars 2008 avant de rebaisser en avril. Le prix du beurre a été multiplié par 2,1 jusqu'en novembre 2007 et a baissé de 5% de novembre à mai 2008.

8) Le prix des viandes : celui de la viande bovine a augmenté de 47% de janvier 2006 à avril 2008. Celui de la viande de poulet de 42% dans le même temps mais de 54% de juillet 2006 à février 2008. Celui de la viande ovine a augmenté de 31% de janvier 2006 à avril 2008 mais celui de la viande de porc a stagné.

9) Les prix des produits tropicaux ont augmenté beaucoup moins que ceux des prix des produits alimentaires tempérés de base : celui du coton n'a augmenté que de 22% de janvier 2006 à avril 2008, celui du café de 32% dans le même temps (de 45% jusqu'en février avant de refluer ensuite) et celui du cacao de 16% de juillet 2007 à avril 2008 avant d'augmenter à nouveau de 29% d'avril à la 3^e semaine de juin. En fait ces trois produits avaient vu leur prix baisser en avril par rapport à mars 2008. Quant au sucre il a baissé de 37% de janvier 2006 (il n'avait jamais été aussi élevé depuis 1981) à septembre 2007 mais seulement de 13% de janvier 2006 à février 2008.

10) Toutefois ces flambées récentes de prix doivent être fortement nuancées si on les resitue en longue période et si on les exprime aussi en prix constant, hors inflation. Le FMI le confirme : *"Le boom actuel, qui est plus général et prolongé que de coutume, contraste vivement avec la tendance baissière de la plupart des produits de base dans les années 80 et 90. Cela dit, en dépit du retournement de tendance apparent, les prix réels de nombre d'entre eux restent bien inférieurs aux niveaux observés dans les années 60 et 70"*⁶.

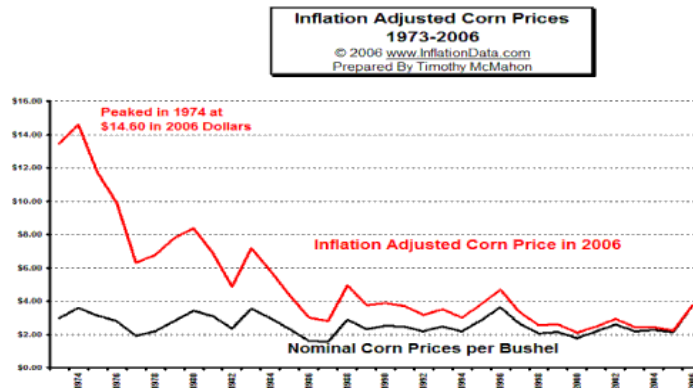
En dollars courants, on voit que les prix du riz et du maïs n'ont pas encore rejoint le niveau de 1973, après le 1^{er} choc pétrolier, même si celui du blé l'a dépassé.



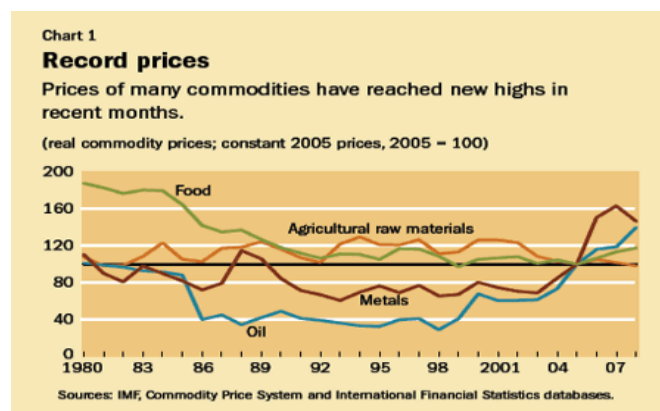
Source : http://blogs.cgdev.org/globaldevelopment/2008/04/the_global_food_crisis_time_fo_1.php

On voit aussi qu'en dollars constants de 2006 le prix du maïs reste très inférieur fin 2006 et même la 2^e semaine de 2008 (10 \$/boisseau) que lors du pic de 1974 (14,60 \$/boisseau).

⁶ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2008/03/pdf/helbling.pdf>



Le graphique suivant montre que cela vaut aussi pour l'ensemble des matières premières : produits alimentaires, produits agricoles non alimentaires, métaux et pétrole, même si cela aurait été plus net en commençant le graphique en 1973.



Source : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2008/03/helbling.htm>

III - La baisse de la production et des stocks de grains face à la hausse de la demande

Selon les estimations du 12 septembre 2008 de l'USDA, la production mondiale de céréales a baissé de 2 017 Mt en 2005-06 [*campagnes de commercialisation, de juillet 2005 à juin 2006*] à 2 005 Mt en 2006-07 – soit seulement de 0,59% – mais bondirait à 2 117 Mt en 2007-08⁷, soit une hausse de 5,0% en 2 ans. Dans le même temps la demande est passée de 2 032 Mt en 2005-06 à 2 051 Mt en 2006-07 (+0,9%) et à 2 111 Mt en 2007-08 (+2,9%), donc de 3,9% en 2 ans – et le volume du commerce mondial est passé de 253 Mt en 2005-06 à 260 Mt en 2006-07 et 269 Mt en 2007-08, une hausse de 6,3% en 2 ans. Mais la hausse des prix passée et attendue s'explique comme toujours essentiellement par la baisse des stocks mondiaux, passés de 390 Mt en 2005-06 à 340 Mt en 2006-07 (-12,8%) et 346 Mt attendus pour 2007-08, soit une baisse de 11,3% en 2 ans. Toutefois les projections pour 2008-09 sont une hausse de production à 2,195 Mt, supérieure de 20 Mt à celle de la demande à 2,174 Mt, ce qui entraînerait une remontée des stocks à 376 Mt, ce qui s'explique surtout par la remontée de la production et des stocks de blé et explique la baisse récente du prix à terme du blé.

Ces changements concernent essentiellement le blé et les céréales secondaires car le riz n'a guère subi d'évolution des quantités produites et exportées.

⁷ <http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/wasde/wasde-06-10-2008.pdf>

a) Riz : la production mondiale a en fait augmenté de 418 Mt en 2005-06 à 420 Mt en 2006-07, 428 Mt attendus en 2007-08, la demande évoluant parallèlement – respectivement 416 Mt, 420 Mt et 425 Mt, si bien que les stocks mondiaux restent quasi stables – respectivement 76 Mt, 76 Mt et 79 Mt –, les échanges baissant légèrement de 30 Mt en 2005-06 à 31 Mt en 2006-07 et à 28 Mt attendus en 2007-08. Les projections pour 2008-09 estiment une hausse de production à 432 Mt, supérieure à celle de la demande à 428 Mt, d'où une hausse des stocks à 82 Mt, ce qui explique le début du reflux du prix à terme.

Si les 460 000 tonnes de riz exportées en 2006 par l'Australie ont disparu du fait de la sécheresse de 2007, on ne peut donc leur attribuer une responsabilité significative dans la flambée du prix⁸. C'est d'ailleurs pour le riz que la spéculation boursière et la rétention des disponibilités ont joué le plus. La plupart des pays exportateurs ont mis des taxes ou des embargos à l'exportation, notamment le Vietnam, l'Inde, l'Égypte, le Pakistan, la Chine, le Cambodge.

Mais le boom de l'éthanol partage aussi une responsabilité dans l'explosion du prix du riz, bien que l'on affirme généralement qu'il n'y a aucun lien entre les deux. Citons donc l'USDA : *"Bien que les Etats-Unis ne représentent que 2% de la production mondiale de riz mondial, ils sont le 4^e exportateur... Les prix du riz brun des EU étaient les plus élevés depuis 1980/81 en 2007-08, ce qui résulte des prix très élevés des autres céréales et oléagineux et de la demande internationale accrue pour le riz des EU... Les prix élevés pour les cultures alternatives —principalement le soja, les céréales fourragères et le blé— plus les coûts élevés du carburant et des engrais réduira les surfaces en riz de plusieurs centaines de milliers d'acres de terres rizicoles dans le Delta... Le soja est la première culture de rotation pour les producteurs de riz dans le Delta, la région la plus importante pour la production de riz aux Etats-Unis. Cependant, des prix bien supérieurs du carburant et des engrais depuis 2005, et des prix extrêmement élevés pour les cultures alternatives depuis 2006/07, ont rendu le riz non rentable par rapport au soja, aux céréales fourragères et au blé dans certaines zones du Delta. Contrairement au Delta, il y a peu d'options d'alternatives de production pour les riziculteurs de Californie et le long d'une grande partie de la côte du Golfe (du Mexique)"* (<http://www.ers.usda.gov/briefing/Rice/2008baseline.htm>).

De fait la production de riz des EU a baissé de 12% de 2006 à 2007 après une baisse de 16% dans la surface semée, si bien que les exportations de riz des EU ont baissé de 20%, même si elles n'ont représenté que 12% des exportations mondiales en 2006 et 9,6% en 2007. Et le prix moyen du riz des EU a augmenté de 22% de 2006 à 2007 et de 35% de novembre 2007 à mars 2008. Or Daryll Ray et al. ont montré que les EU sont aussi "fiseurs de prix" pour le prix mondial du riz : *"Quatre-vingt quatre pour cent de la variation dans le prix du riz thaïlandais peut s'expliquer par le prix du riz du Texas et le ratio des stocks aux utilisations totales, et une hausse de dix pour cent dans le prix du riz des EU résulte en une hausse de 4,7 pour cent du prix thaïlandais. Cette corrélation est une preuve irréfutable que même là où les EU ne sont pas un exportateur dominant, les prix sur ses marchés à terme influencent les prix mondiaux"*⁹.

b) Blé : la production a baissé de 621 Mt en 2005-06 à 596 Mt en 2006-07 mais remonterait à 611 Mt en 2007-08, une baisse de 1,6% en 2 ans. La demande a aussi baissé de 624 Mt en 2005-06 à 616 Mt en 2006-07 mais remonterait à 622 Mt en 2007-08, une baisse limitée à 0,3% en 2 ans. Les stocks mondiaux sont passés de 148 Mt en 2005-06 (après 151 Mt en

⁸ <http://in.biz.yahoo.com/080418/137/6stic.html>

⁹ <http://agpolicy.org/blueprint/APAC%20Report%208-20-03%20WITH%20COVER.pdf>

2004-05) à 127 Mt en 2006-07, 116 Mt étant attendus pour 2007-08, soit une baisse de 21,6% en 2 ans, ce qui a fait monter les prix sur les marchés à terme. Et ceci malgré une faible baisse des échanges mondiaux de 116 Mt à 114 Mt de 2005-06 à 2007-08 (-1,7%). Les projections pour 2008-09 anticipent une forte hausse de production de 8,7%, à 664 Mt, tandis que la demande n'augmenterait qu'à 647 Mt, d'où une remontée des stocks à 133 Mt, qui a alimenté la récente chute du prix sur le marché à terme.

La baisse de la production et des exportations de blé n'est pas imputable qu'à la sécheresse en Australie mais a touché en 2007 ou va toucher en 2008 4 des 5 premiers exportateurs : Australie, Canada, UE et EU, l'Argentine faisant exception.

1 – En Australie la production a baissé de 25 Mt en 2005-06 à 11 Mt en 2006-07, une légère remontée à 13 Mt étant attendue en 2007-08, les exportations baissant de 16 à 9 Mt de 2005-06 à 2006-07, et à 7 Mt attendues en 2007-08. Par contre les projections pour 2008-09 anticipent une remontée de la production à 25 Mt et des exportations à 15 Mt.

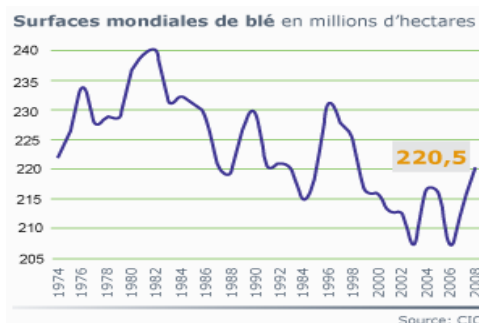
2 – Au Canada la production baisserait en 2007-08 à 20 Mt après 25 Mt en 2006-07 comme en 2005-06, les exportations devant chuter à 16,5 Mt en 2007-08 après 20 Mt en 2006-07 et 16 Mt en 2005-06. Pour 2008-09 on anticipe 24,5 Mt de production et 16,5 Mt d'exportation.

3 – Dans l'UE, la production a baissé de 132 Mt en 2005-06 à 125 Mt en 2006-07, 119,5 Mt étant attendus en 2007-08, les exportations baissant de 16 à 14 Mt de 2005-06 à 2006-07 et à 11 Mt attendues en 2007-08. Pour 2008-09 on anticipe 142 Mt de production et 16 Mt d'exportation.

4 – Aux EU, la production a baissé de 57 Mt en 2005-06 à 49 Mt en 2006-07 mais remonterait à 56 Mt en 2007-08, les exportations baissant de 27 à 25 Mt de 2005-06 à 2006-07 mais bondiraient à 34 Mt en 2007-08. Les stocks de blé y ont baissé de 16 Mt en 2005-06 à 12 Mt en 2006-07 et chuteraient à 7 Mt en 2007-08. Pour 2008-09 on anticipe 66 Mt de production et 27 Mt d'exportation.

Gardons à l'esprit que les EU sont "faiseurs de prix" pour les échanges mondiaux de "grains", en particulier des céréales et notamment du blé et du maïs dont ils sont les premiers exportateurs, puisque les autres exportateurs se basent sur les prix FOB des EU. Ensuite la baisse de production de blé de 2007 aux EU s'explique par une baisse du rendement de 7,9% mais aussi de 6,6% des surfaces récoltées car les surfaces semées sont restées stables de 2005-06 à 2006-07 et ont progressé de 5,4% en 2007-08.

Le graphique ci-dessous montre la forte baisse de la surface mondiale en blé depuis 1981.



Source : <http://www.easybourse.com/Website/article/6118-un-doublement-des-prix-des-cereales-en-8-mois.php>

c) Maïs : contrairement au blé, la production mondiale a augmenté de 697 Mt en 2005-06 à 713 Mt en 2006-07 et bondirait à 789 Mt en 2007-08. La demande évoluerait parallèlement de 704 Mt en 2005-06 à 728 Mt en 2006-07 puis à 774 Mt en 2007-08. Les stocks mondiaux ont baissé de 125 Mt en 2005-06 (après 151 Mt en 2004-05) à 110 Mt en 2006-07 et reviendraient

à 125 Mt en 2007-08. Les exportations mondiales ont monté de 81 à 94 Mt de 2005-06 à 2006-07, 99 Mt étant attendues en 2007-08. Pour 2008-09 on anticipe 775 Mt de production et 92 Mt d'exportation, les stocks baissant à 105 Mt, ce qui alimente la hausse du prix à terme. En effet ces évolutions du marché mondial du maïs dépendent essentiellement de l'évolution du marché du maïs aux EU où s'est envolée la production du bioéthanol (voir en IV-B-1).

Toutefois, contrairement à ce que peuvent dire les médias, l'envolée de la production d'éthanol de maïs n'a pas entraîné de baisse des exportations des EU qui sont restées stables à 54 Mt en 2006-07 comme en 2005-06 et bondiraient à 62 Mt en 2007-08 avant de chuter à 51 Mt en 2008-09. Rappelons que les EU réalisent à eux seuls environ les 2/3 des exportations mondiales de maïs : 67% en 2005-06, 57,5% en 2006-07 et 63% en 2007-08. Les exportations d'Argentine, second exportateur, ont augmenté de 9 Mt en 2005-06 à 15 Mt en 2006-07 comme en 2007-08 et seraient de 16 Mt en 2008-09.

d) Les autres céréales secondaires : leur production mondiale a légèrement baissé de 281 Mt en 2005-06 à 276 Mt en 2006-07 et serait de 287 Mt en 2007-08.

e) Les oléagineux :

D'après l'USDA la production mondiale de l'ensemble des graines oléagineuses est restée stable de 2005-06 (391 Mt) à 2007-08 (389 Mt, estimation du 11 juillet 2008), même si elle baisserait de 4,2% par rapport au record de 2006-07 (403 Mt), si bien que les stocks mondiaux baisseraient de (seulement) 12,6% sur deux ans¹⁰ car la demande a augmenté davantage.

Pourtant la production d'huiles a augmenté de 8,7% de 2005-06 (118,4 Mt) à 2007-08 (128,2 Mt) (et même de 5,2% par rapport aux 122,2 Mt de 2006-07) et les stocks mondiaux ont baissé de 12,6% sur deux ans et de 3,1% sur la dernière année.

Selon la FAO, *"La production de soja, la plus importante culture oléagineuse du monde, est estimée en déclin de 6 pour cent. D'ailleurs, la production mondiale de graines de tournesol devrait chuter de 10 pour cent... Les deux principaux facteurs responsables de la chute annoncée de la production totale sont, premièrement, la concurrence accrue des céréales, en particulier aux États-Unis mais aussi en Chine et dans les pays de la CEI, qui a interrompu l'expansion régulière des superficies mondiales sous graines oléagineuses. Deuxièmement, des conditions climatiques défavorables ont aggravé la production de graines oléagineuses dans plusieurs régions ou pays clés, dont l'Union européenne, la CEI, l'Australie, le Canada, la Chine, la Turquie et les États-Unis"*¹¹.

Effectivement, la superficie en oléagineux des EU (principalement soja) serait la plus basse depuis 12 ans, au profit du maïs, plus rentable. Et la superficie chinoise en oléagineux a baissé en 2007 de 1,3 million d'ha¹², moins rentable aussi que les céréales. Comme s'y est ajoutée la sécheresse, la production a baissé de 12% par rapport à 2006 et les importations ont été de 30 Mt, puisque la consommation a augmenté.

La FAO précise : *"Un facteur clé à l'origine de la montée spectaculaire des prix est que les marchés des oléagineux sont directement influencés par les évolutions du marché connexe des*

¹⁰

<http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdgetreport.aspx?hidReportRetrievalName=BVS&hidReportRetrievalID=700&hidReportRetrievalTemplateID=5>

¹¹ <http://www.fao.org/docrep/010/ah876f/ah876f06.htm>

¹² http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=azYbqN42u_VE

céréales fourragères. Le maïs et le soja se heurtant à une demande croissante sur les marchés du fourrage ainsi que de l'énergie, et donc à une concurrence croissante sur les terres, la flambée sans précédent des cours internationaux du maïs s'est répercutée sur le marché des graines et des farines d'oléagineux et en particulier du complexe du soja. En outre, l'accroissement soutenu des besoins en biodiesel a débouché sur une demande croissante en huiles végétales, en particulier huile de soja, de colza et de palme. Cette tendance associée à une hausse constante de la consommation d'huiles végétales dans l'alimentation et à une faible croissance de la production totale d'huile en 2006/07, a entraîné une diminution progressive des disponibilités mondiales, à l'origine de la récente flambée des prix des huiles végétales".

La raison majeure de la flambée des prix des huiles n'est pas tant liée, comme pour le maïs, à la hausse de leur utilisation pour les biocarburants, ici le biodiesel (huiles de colza, de soja et de palme), qu'à une forte baisse de la production d'oléagineux aux EU en 2007 (-16.6 Mt) et à une baisse moindre en Chine (-4.5 Mt). Ces baisses résultent dans les deux cas d'un transfert des surfaces semées en soja au profit du maïs pour l'éthanol, ce qui a obligé la Chine à augmenter de 5 Mt ses importations de graines oléagineuses et de 1,5 Mt ses importations d'huile en 2007-08, car sa consommation d'huile n'a augmenté que de 1,5 Mt en 2006-07 et de 1,4 Mt en 2007-08. Toutefois la hausse des importations d'huile de l'UE, liée au biodiesel, a également joué.

f) Pour conclure cette section sur le rôle de l'offre et de la demande dans la flambée des prix agricoles mondiaux, citons une note récente d'un expert de la Banque Mondiale : *"D'autres développements, tels que les sécheresses en Australie et de faibles récoltes dans l'UE et en Ukraine en 2006 et 2007, ont été largement compensés par de bonnes récoltes et des exportations accrues d'autres pays et n'auraient pas eu, à eux seuls, un impact significatif sur les prix. Seule une partie relativement faible de la hausse des prix de la production alimentaire (environ 15%) est directement imputable aux coûts supérieurs de l'énergie et des engrais"*¹³.

IV – La responsabilité des principaux pays dans la flambée des prix agricoles mondiaux

Les médias occidentaux imputent une responsabilité importante à la Chine et à l'Inde du fait de la forte hausse de leur consommation alimentaire, notamment en produits animaux, liés à leur forte croissance économique. En fait la responsabilité principale de la flambée récente des prix agricoles incombe aux EU et à l'UE. Mais on s'interrogera aussi sur la part de responsabilité du Brésil. Ce sur quoi il est important de se concentrer, dans le contexte de la flambée des prix alimentaires, est sur la réalité des soldes des échanges de produits alimentaires bien plus que sur les soldes des échanges de produits agricoles.

Pour le quotidien les Echos du 15 avril 2008, *"Le phénomène nouveau vient surtout des habitudes de consommation qui se modifient à toute allure dans les pays émergents. Les deux géants que sont la Chine et l'Inde sont devenus, avec la hausse de leurs revenus, demandeurs de viande et de céréales"*¹⁴.

Le Nouvel Observateur du 17 au 23 avril 2008 place en tête des 7 causes identifiées *"la modification des comportements alimentaires des pays émergents, notamment la Chine et l'Inde"* et ajoute *"D'exportatrices, l'Inde et la Chine sont passées au statut d'importatrices"*.

¹³ http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/risingfoodprices_backgroundnote_apr08.pdf

¹⁴ <http://www.lesechos.fr/info/agro/4715042.htm>

Le Directeur Général de la FAO, Jacques Diouf, a déclaré lors de forum Afrique-Inde du 8 avril 2008, que *"après avoir rencontré le Ministre de l'agriculture de l'Inde, Sharad Pawar... les stocks mondiaux de céréales ne peuvent assurer que de 8 à 10 semaines de consommation mondiale et que cela est dû à la demande supérieure des pays comme l'Inde et la Chine, où le PIB augmente de 8% à 10% et où la hausse de revenus va à l'alimentation"*¹⁵.

Pour Randy Olson, directeur du Biodiesel Board de l'Iowa, *"les raisons pour un prix plus élevé de l'huile de soja incluent la demande accrue des classes moyennes de plus en plus nombreuses de Chine et d'Inde et d'ailleurs"*¹⁶.

De même, à la question *"Pourquoi les prix des denrées alimentaires augmentent-ils autant?"* Nicolas Bricas, chercheur du CIRAD répond : *"Les habitudes de consommation sont en pleine mutation en Chine ou en Inde, où le pouvoir d'achat tend à augmenter. Résultat, la demande explose. Les populations veulent acheter davantage et réclament une meilleure alimentation. Elles consomment plus de viande. Pour leur bétail, les éleveurs ont besoin de cultiver davantage de plantes fourragères. Tout ceci attise la hausse des prix alimentaires dans leur globalité. A l'échelle internationale, les tarifs agricoles ont également flambé à cause de leur dérégulation"*¹⁷.

Enfin, dans Le Monde du 22 avril 2008, à la question *"L'arrivée de deux nouveaux ogres sur les marchés internationaux (la Chine et l'Inde), est-elle la vraie principale cause de cette flambée ?"* Philippe Chalmin répond sans ambages *"Oui"*¹⁸.

Philippe Lemaître lui fait écho dans la même édition du Monde : *"Faute d'infrastructures, un pays comme l'Inde perd environ 30 % de ses récoltes et redevient importateur net de céréales"*¹⁹.

La réalité est bien différente car ces deux pays conservent des échanges alimentaires excédentaires et restent exportateurs nets de céréales, même s'ils sont devenus de très gros importateurs d'oléagineux, et même le second importateur pour la Chine (avec 28 Mt d'importations nettes de graines en 2006-07 plus 8,5 Mt d'huiles)²⁰. Mais on oublie que l'UE-27 non seulement reste le premier importateur d'oléagineux (17 Mt de graines plus 27 Mt de tourteaux et 8,2 Mt d'huiles en 2006-07) et que, en outre, sa balance commerciale agricole est restée constamment déficitaire (même sans les poissons) et qu'elle a été le cinquième importateur net de céréales en 2007-08, avec 10 Mt, après le Japon, le Mexique, la Corée du Sud et l'Égypte. Quant aux EU, ils sont les premiers responsables de la flambée des prix, actuelle et anticipée, par leur programme dément de développement du bioéthanol de maïs.

De même le Président Lula du Brésil se trompe quand il déclare le 18 avril 2008 à la FAO : *"Ne me dites pas, pour l'amour de Dieu, que la nourriture est chère à cause du biocarburant. Elle est chère parce que le monde n'est pas préparé à voir des millions de Chinois, d'Indiens,*

¹⁵ <http://www.nationalpost.com/news/world/story.html?id=433899>

¹⁶ <http://www.desmoinesregister.com/apps/pbcs.dll/article?AID=/20080330/BUSINESS/803300315/-1/NEWS04>

¹⁷ http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/la-liberalisation-accroît-la-speculation-sur-les-denrees-alimentaires_150696.html

¹⁸ http://www.lemonde.fr/archives/article/2008/04/22/philippe-chalmin-le-defi-majeur-de-la-planete-au-xxie-siecle-sera-alimentaire_1036889_0.html

¹⁹ http://www.lemonde.fr/opinions/article/2008/04/22/la-revanche-de-l-agriculture-par-frederic-lemaitre_1036895_3232.html#ens_id=1031034

²⁰ <http://www.fas.usda.gov/oilseeds/circular/Current.asp>

*d'Africains, de Brésiliens et de latino-Américains manger trois fois par jour*²¹. On revient plus bas sur l'aspect biocarburant aux sections C (EU et UE) et D (Brésil).

A – Excédents ou déficits des échanges agricoles et alimentaires dépendent des produits inclus

La responsabilité des pays dans la flambée des prix agricoles et alimentaires résulte largement des tendances récentes dans leurs positions exportatrices nettes ou importatrices nettes de ces produits. Or les données sur la balance commerciale agricole ou alimentaire des pays sont contradictoires selon les sources car elles n'incluent pas les mêmes produits, ce qui illustre l'adage selon lequel il faut se méfier des statistiques car toutes sont fausses si on ne précise pas clairement leur contenu. On va l'illustrer sur 4 pays : Chine, Inde, EU et UE.

Les principales sources à l'origine de ces données sont l'OMC, le World Trade Atlas, l'OCDE, la FAO, le pays concerné lui-même, et enfin on peut bâtir ses propres chiffres des échanges à partir de la base de données Comtrade des Nations Unies afin de comparer les positions des 4 pays avec la même liste de produits, ce que l'on fera.

1) La liste différente des produits inclus dans les échanges agricoles et alimentaires selon les sources existantes

a) L'OMC a en fait 2 définitions des produits agricoles.

Celle de l'Accord sur l'agriculture (AsA) exclut les produits de la pêche, ce que l'on peut admettre, mais inclut les cigarettes et pas seulement le tabac brut ce qui est très contestable. Mais les statistiques que l'OMC publie sur les échanges agricoles y ajoutent le bois, la pâte à papier, les fibres textiles synthétiques et le caoutchouc synthétique²². Par contre celles sur les échanges alimentaires incluent le tabac brut. Comment les Membres de l'OMC arriveront-ils à réformer l'Accord sur l'agriculture (AsA), pierre d'achoppement du Doha Round, si déjà les statistiques que publie l'OMC sur les échanges agricoles et alimentaires mélangent tout?

b) Le World Trade Atlas : l'on n'a pas pu exploiter pleinement cette source car son accès est payant et l'on a eu que les données sur la Chine aimablement transmises par l'USDA mais l'on y a relevé des contradictions sur les échanges des produits de la pêche.

c) L'OCDE ne présente d'intérêt que pour identifier les échanges précis entre ses Membres et d'autres pays (mais ignore l'Inde) et par ailleurs ne s'intéresse qu'à deux sous-ensembles des échanges agricoles : "alimentation et animaux vivants" et "boissons et tabac"²³.

d) La FAO a la définition la plus restrictive des produits alimentaires puisqu'elle n'y inclut pas les produits de la pêche, ce qui est curieux pour une institution chargée de l'alimentation et dont une des activités est de suivre les questions de la pêche. Elle n'inclut pas non plus les aliments du bétail. Comme par ailleurs ses données sur les échanges s'arrêtent à 2004, on ne les utilisera pas ici.

f) Comtrade, la base de données sur les échanges des Nations Unies, est la source la plus conviviale et la plus précise et permet d'utiliser l'une ou l'autre des nomenclatures de produits

²¹ http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2008/04/18/le-president-lula-defend-avec-vigueur-les-biocarburants_1035640_3222.html

²² <http://stat.wto.org/StatisticalProgram/WSDBViewData.aspx?Language=E>

²³ <http://stats.oecd.org/wbos/Index.aspx?usercontext=sourceoecd>

pour bâtir une liste identique des produits inclus dans les échanges agricoles et les échanges alimentaires. On retiendra la liste de l'Accord sur l'agriculture mais en excluant les produits manufacturés du tabac (cigarettes et cigares).

L'on a utilisé d'abord la nomenclature du "Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises" (SITC), dans sa 3^{ème} révision. Les codes retenus pour les échanges de produits agricoles sont : 0 (produits alimentaires et animaux vivants, moins 03 pour les produits de la pêche), 11 (boissons), 121 (tabac brut), 22 (graines et fruits oléagineux), 231 (caoutchouc brut naturel), 261 (soie), 263 (coton), 264 (jute), 265 (autres fibres textiles végétales), 268 (laines et autres poils), 29 (matières brutes d'origine animale ou végétale), 4 (huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale), 551 (huiles essentielles). Pour les produits alimentaires on a retenu les codes 0, 11, 22 et 4.

Puis, comme l'Accord sur l'agriculture se réfère à la nomenclature HS2002 et que la Commission européenne l'utilise aussi conjointement à la nomenclature SITC, on l'a aussi utilisée pour tester les différences de résultats qui sont parfois significatives, notamment pour les produits de la pêche. Mais les données de HS 2002 ne sont disponibles qu'à partir de 2002. Les codes des échanges agricoles sont : 01, 02, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 290543, 290544, 3301, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 380910, 382360, 4101, 4102, 4103, 4301, 5001, 5002, 5003, 5101, 5102, 5103, 5201, 5202, 5203, 5301, 5302.

2) Les questions posées sur la liste des produits à retenir

Elle n'est pas évidente à établir, non seulement parce qu'elle diffère déjà selon les sources mentionnées mais aussi parce que cela pose question, notamment pour les produits de la pêche, les fibres textiles naturelles, les aliments du bétail et les animaux vivants.

a) Les produits de la pêche : il est évident qu'il faut les inclure dans les échanges alimentaires mais de nombreux arguments plaident pour les inclure aussi dans les échanges agricoles : 1) il s'agit de protéines animales largement substituables à la viande; 2) 34,2% de la production de poissons du monde vont à l'alimentation animale en 2004; 3) l'aquaculture, souvent associée à l'agriculture, fournit une proportion croissante des produits de la pêche (46,8% au niveau mondial en 2006 contre 31% en 2003 dont 70% produits en Chine), a fortiori en Chine où elle fournit 66% de la production totale des produits de la pêche en 2005 (32,4 Mt sur 49,5 Mt); 4) il est illogique d'inclure tous les aliments du bétail dans les échanges de produits agricoles si l'on n'y inclut pas aussi les produits de la pêche puisqu'une proportion croissante des aliments du bétail sert à l'aquaculture; 5) les ministères de l'agriculture sont généralement en charge de la pêche. Toutefois on ne les inclura que dans les échanges alimentaires.

b) Les fibres textiles naturelles : la question de leur inclusion dans les produits agricoles se pose essentiellement pour la Chine où il n'est pas très logique de les y inclure puisque, étant devenue l'atelier textile du monde, ses importations massives de coton s'apparentent plus à des achats de matière première pour une industrie de réexportation si bien que leur inclusion fait apparaître un déficit des échanges agricoles qui n'existerait pas autrement.

c) Les aliments du bétail : il s'agit du code 08 (SITC Rev.3) correspondant aux tourteaux d'oléagineux (0813), résidus des céréales (dont le son) (0812) et d'autres produits végétaux (815, 819) et animaux (814) et le foin (0811), mais qui exclut les grains entiers (céréales,

oléagineux et protéagineux). S'il est logique de les inclure dans les produits agricoles, il semble illogique de prime abord de les inclure dans les produits alimentaires (position de la FAO). Pourtant, puisque les graines de céréales et d'oléagineux et protéagineux sont inclus dans les produits alimentaires (code 04) ainsi que les huiles (42), exclure les tourteaux et les résidus des céréales confère aux pays qui importent leurs aliments du bétail sous cette forme un solde excédentaire des produits alimentaires très supérieur à celui des pays qui les importent sous forme de graines (de céréales, oléagineux ou protéagineux). Leur exclusion conforte ainsi le solde des échanges alimentaires de l'UE, qui importe beaucoup de tourteaux, relativement à celui de la Chine qui n'importe que des grains entiers et de l'huile et de celui de l'Inde qui n'importe que de l'huile. On les maintiendra donc dans les échanges alimentaires.

d) Les animaux vivants : il paraît logique a priori de les exclure des échanges internationaux de produits alimentaires puisque c'est la viande qui est consommée mais, après réflexion, on ne les exclut pas puisqu'ils produiront aussi de la viande après abattage dans le pays d'importation ou après élevage s'il s'agit de reproducteurs.

B – La Chine et l'Inde ne sont pas responsables de la flambée récente des prix agricoles mondiaux

1) La Chine

a) La consommation alimentaire chinoise

On avance que, au taux de croissance actuel de la Chine, elle aura rejoint le niveau de vie actuel des EU en 2031. Si les 1,460 milliard de Chinois d'alors mangent 800 kg de céréales/tête comme les EU aujourd'hui, ils consommeraient à eux seuls 58% de la production mondiale actuelle.

La consommation de viande par tête a augmenté de 4,5% par an de 2001 à 2006²⁴, et était en moyenne de 36 kg en 2003, avec un grand écart en 2000 entre les 52,1 kg des citadins et les 28,9 kg des ruraux. Celle d'oeufs était en 2003 de 12 kg et celle de poissons de 15,5 kg, qui augmente de 2,5% par an. Celle de produits laitiers (en équivalent lait) était de 11,6 kg²⁵ en 2003 et de 20 kg en 2006 (hausse de 10%/an), contre 78 kg en moyenne mondiale en 2003²⁶.

Il est clair que cette forte hausse de la consommation de produits animaux a entraîné une forte hausse des importations nettes de graines de soja – passées de 16 Mt en 2003-04 à 34 Mt attendues en 2007-08 –, même si la production céréalière a été suffisante puisqu'elle a permis de larges exportations nettes (voir plus bas).

Selon la FAO, la part des produits animaux dans la consommation calorique par tête est aujourd'hui (moyenne 2003-05) de 609 kcal pour la Chine contre 1063 kcal aux EU, 1103 kcal en Allemagne et 1255 kcal en France, mais elle n'est que de 483 kcal en Corée du Sud et de 585 kcal au Japon, ce qui n'empêche pas le Japon d'avoir en 2005 la meilleure espérance de vie à la naissance au monde (82,1 ans), celle de la Corée du Sud (78,5 ans) étant elle-même supérieure à celle des EU (77,8 ans), la France étant à 80,3 ans²⁷. Il est vrai que la part du poisson dans les calories animales est bien supérieure au Japon (172 kcal) et en Corée du Sud (89 kcal) à ce qu'elle est en Chine (37 kcal).

²⁴ http://www.sow.vu.nl/pdf/china_prospects_challenges.pdf

²⁵ <http://www1.cei.gov.cn/ce/doc/cend/200608293176.htm>

²⁶ http://www.uoguelph.ca/research/news/articles/2004/Feb/milk_consumption_and_the_canadian_mosaic.shtml

²⁷ <http://miranda.sourceoecd.org/vl=1060371/cl=15/nw=1/rpsv/factbook/110101.htm>

Quant à la consommation d'huile végétale, elle n'est encore que de 18,9 kg par tête en 2004 contre 50 kg aux EU et dans l'UE et 11,5 kg en Inde²⁸. Ajoutons qu'il y avait encore 154 millions de Chinois sous-nutris chroniques en 2002-04.

b) La balance commerciale agricole chinoise : contradictions entre diverses sources

Les données sur la balance commerciale agricole de la Chine sont contradictoires selon les sources car elles n'incluent pas les mêmes produits.

i) Pour l'OMC la Chine avait un déficit des échanges "agricoles" de 16,5 Md\$ en 2005 et de 19,1 Md\$ en 2006 (avec des importations de 51,7 Md\$), déficit très élevé puisqu'il tient compte de produits non agricoles (bois, pâte à papier, fibres textiles synthétiques, caoutchouc synthétique). Par contre les données sur les échanges alimentaires, qui incluent curieusement aussi le tabac, sont moins éloignées de celles des autres sources, avec un excédent de près de 5 Md\$ en 2006.

Tableau 3 – Echanges agricoles et alimentaires de la Chine de 2002 à 2006 selon l'OMC

Milliards de \$	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations de produits agricoles	18,796	22,158	24,121	28,711	32,543
Importations "	21,848	30,482	42,279	45,189	51,653
Solde "	-3,052	-8,324	-18,158	-16,478	-19,110
Exportations de produits alimentaires	16,164	19,242	20,815	24,635	27,864
Importations "	9,891	14,970	21,121	21,541	22,917
Solde "	6,273	4,272	-0,306	3,094	4,947

Source: WTO trade data (<http://stat.wto.org/StatisticalProgram/WSDbViewData.aspx?Language=E>).

ii) Le World Trade Atlas arrive à des chiffres largement inférieurs pour les importations agricoles mais à des chiffres proches pour les échanges alimentaires.

Tableau 4 – Echanges agricoles et alimentaires de la Chine selon le World Trade Atlas : 1995-2007

Milliards \$	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Echanges agricoles y compris de produits de la pêche mais pas du bois													
Exportations	13,3	13,2	14,3	13,4	13,2	15,2	17,5	13,0	20,6	22,5	26,5	29,9	35,7
Importations	11,2	9,8	9,0	7,7	7,2	10,0	10,5	10,9	17,6	26,2	26,3	30,6	39,3
Solde	2,1	3,4	5,3	5,7	6,0	5,2	7,0	2,1	3,0	-3,7	0,2	-0,7	-3,6
Echanges alimentaires y compris de produits de la pêche													
Exportations	11,5	11,6	12,5	11,6	11,5	13,4	14,0	15,9	19,0	20,6	24,5	28,2	33,3
Importations	9,0	7,8	7,0	6,7	6,7	8,9	9,2	9,8	14,7	20,8	21,3	22,7	32,1
Solde	1,5	3,8	5,5	4,9	4,8	4,5	4,8	6,1	4,3	-0,2	3,2	5,5	1,2

Source : World Trade Atlas

iii) Pour l'OCDE, la Chine est restée excédentaire dans ses échanges agricoles (produits de la pêche inclus) de 4 à 5 Md\$ de 1995 à 2003 et a été déficitaire en 2004 (de 5,2 Md\$) et 2005 (de 1,5 Md\$) (tableau)²⁹.

Tableau 5 – Echanges agricoles de la Chine de 1995 à 2005 selon l'OCDE

Milliards de \$	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Exportations	14,36	14,25	14,96	13,85	13,54	15,62	15,97	18,02	21,24	23,09	27,18
Importations	12,15	10,84	9,99	8,37	8,33	11,41	11,98	12,59	19,12	28,24	28,65
Solde	2,21	3,41	4,98	5,47	5,21	4,21	4,00	5,43	2,12	-5,15	-1,46

Source : <http://dx.doi.org/10.1787/731002823370>

²⁸ <http://www.rea.co.uk/market/#consumption>

²⁹ <http://www.oecd.org/dataoecd/11/7/40354157.pdf>

iv) L'USDA, se fondant sur les données du World Trade Atlas qui tiennent compte aussi du tabac et des produits de la pêche mais pas du bois, trouve un excédent agricole élevé de 2000 à 2006 (tableau 6). Les données dissocient les exportations et importations en 3 catégories ici regroupées : alimentation et animaux vivants, oléagineux et corps gras, tabacs et boissons. Toutefois la personne de l'USDA qui suit la Chine n'est pas sûre de la solidité de ces chiffres.

Tableau 6 – Echanges agricoles de la Chine de 2000 à 2006 selon l'USDA

Milliards \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	13,143	13,764	15,700	18,670	20,230	23,928	27,289
Importations	6,099	6,151	7,260	9,450	13,920	13,541	19,936
Solde	7,044	7,613	8,440	9,220	6,310	10,387	7,353

Source : <http://www.ers.usda.gov/data/china/NationalForm.aspx>

c) Reconstitution des échanges agricoles de la Chine

i) Les données de Comtrade montrent que le solde des échanges agricoles (produits de la pêche exclus) de la Chine s'est fortement dégradé depuis 2002, le déficit dépassant 10 Md\$ en 2004 et 2006 en nomenclature SITC (tableau 7).

Tableau 7 – Echanges agricoles de la Chine selon la nomenclature SITC de 2000 à 2006

Milliards \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	12,093	11,923	17,994	15,907	16,370	19,556	21,557
Importations	10,853	11,277	13,514	18,252	27,177	27,659	31,854
Solde	1,240	0,646	4,480	-2,345	-10,807	-8,103	-10,297

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0 (moins 03), 11, 121, 21, 22, 231, 261, 263, 264, 265, 268, 29, 4,551

ii) Mais plus de la moitié du déficit est imputable à la non prise en compte des produits de la pêche (tableaux 8 et 9). Or leur non inclusion dans les échanges agricoles serait très incohérent pour la Chine puisque 66% de leur production provient de l'aquaculture, pratiquée très largement par des paysans.

Tableau 8 – Echanges des produits de la pêche de Chine de 2000 à 2006 (nomenclature SITC)

Milliards \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	3,652	3,996	4,480	5,237	6,631	7,511	8,946
Importations	1,210	1,319	1,558	1,861	2,342	2,875	3,157
Solde	2,442	2,677	2,922	3,376	4,289	4,636	5,789

Source : COMTRADE SITC Rev.3, code 03

Tableau 9 – Echanges agricoles de la Chine avec produits de la pêche en nomenclature SITC

Milliards \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	15,745	15,919	17,994	21,144	23,001	27,067	30,503
Importations	12,063	12,596	13,282	20,113	29,519	30,534	35,011
Solde	3,682	3,323	4,712	1,031	-6,518	-3,467	-4,508

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0, 11, 121, 21, 22, 231, 261, 263, 264, 265, 268, 29, 4,551

iii) Une autre question majeure est de savoir s'il est logique d'inclure les échanges de fibres textiles naturelles dans les échanges agricoles de la Chine (tableau 7) puisque, étant devenue l'atelier textile du monde, ses importations massives de coton représentent 65% de sa production en 2005-06 contre 36% au niveau mondial et s'apparentent plus à des achats de matière première pour une industrie de réexportation.

Le tableau 10 montre que les importations de fibres textiles naturelles (essentiellement coton) se sont emballées à partir de 2003 et que le solde déficitaire avoisine 6 Md\$ en 2006 et le tableau 11 montre que, en excluant ces échanges de fibres textiles naturelles, les échanges agricoles de la Chine avec produits de la pêche redeviennent excédentaires, sauf en 2004. On passe ainsi en 2006 d'un déficit de 4,5 Md\$ à un excédent de 1,3 Md\$.

Tableau 10 – Echanges de fibres textiles naturelles de la Chine de 2000 à 2006

Milliards \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	1,031	0,687	0,788	0,775	0,708	0,823	0,893
Importations	1,392	1,347	1,399	2,395	4,784	4,946	6,728
Solde	-0,361	-0,660	-0,611	-1,620	-4,076	-4,123	-5,835

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 261, 263, 264, 265, 268

Tableau 11 – Echanges agricoles de la Chine sans les fibres textiles naturelles de 2000 à 2006

Milliards \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	14,714	15,232	17,206	20,369	22,293	26,244	29,610
Importations	10,671	11,249	11,883	17,718	24,735	25,588	28,283
Solde	4,043	3,983	5,323	2,651	-2,442	656	1,327

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0, 11, 121, 21, 22, 231,29, 4,551

Pour des comparaisons internationales significatives des échanges agricoles, il semble donc plus logique d'exclure les échanges de fibres naturelles de la Chine. Dans les deux cas cela n'affecte pas les échanges alimentaires qui sont les seuls à considérer dans le contexte de la flambée des prix des produits agricoles à usage alimentaire et des émeutes de la faim.

d) Quant aux échanges alimentaires, à part 2004, leur solde a été positif et celui de 2006 (4,947 Md\$) était même supérieur à son niveau de 2003, ce qui s'explique clairement par un solde supérieur des produits de la pêche sans lesquels le solde aurait été déficitaire.

Tableau 12 – Echanges alimentaires avec produits de la pêche de la Chine de 2000 à 2006

Milliards \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	13,560	14,222	16,165	19,241	20,815	24,635	27,864
Importations	9,042	9,367	9,891	14,970	21,121	21,540	22,917
Solde	4,518	4,855	6,274	4,271	-0,306	3,095	4,947

Source : COMTRADE SITC Rev.3, codes 0, 11, 22, 4

e) Les échanges de céréales de la Chine sont excédentaires

La Chine a eu un solde excédentaire de ses échanges de céréales de 2000 à 2006 (tableau 13) sauf en 2004-05 du fait d'importations massives de blé (tableau 15), en grande partie compensées par des exportations de maïs et d'un peu de riz.

Tableau 13 – Echanges de céréales de la Chine de 2000 à 2006

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	1,817	1,237	1,877	2,870	1,094	1,842	1,542
Importations	0,613	0,655	0,532	0,500	2,279	1,468	0,909
Solde	1,204	0,582	1,345	2,370	-1,185	0,374	0,633

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, code 04

Selon des données chinoises, les exportations nettes de céréales auraient été de 7,8 Mt sur les 11 premiers mois de 2007 : 4,9 Mt de maïs, 2,6 Mt de blé et 746 000 t de riz paddy³⁰. D'après l'USDA cependant, elles auraient été (par campagne de commercialisation) de 2,4 Mt en 2005-06, de 7,52 Mt en 2006-07 et de 2,7 Mt en 2007-08³¹. Quant à la FAO, elle estime que la Chine augmentera ses exportations céréalières nettes en 2007-08³².

i) Blé : après des importations très importantes en 2004 et 2005, la Chine a été exportatrice nette de blé en 2006. Pour l'USDA elles ont été de 2,4 Mt en 2006-07, seraient de 2,5 Mt en 2007-08 et de 2 Mt en 2008-09.

Tableau 14 – Echanges de blé de la Chine de 2000 à 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations : 1000 t	2,5	455	688	2 237	784	260	1 114
Importations "	876	690	605	424	7 233	3 510	584
Solde "	-873	-235	83	1 813	-6 449	-3 250	530
Exportations en M\$	0,2	47	70	265	112	37	161
Importations "	147	121	103	77	1,640	762	108
Solde "	-145	-74	-33	188	-1,528	-725	53

Source: COMTRADE, SITC Rev.3, code 041

A fortiori les échanges de blé ont été excédentaires si l'on ajoute les exportations nettes de farine de blé (tableau 15), qui ont plus que doublé en valeur en 2007.

Tableau 15 – Echanges de farine de blé de la Chine de 2002 à 2007

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Exportations en 1000 t	289	275	304	342	395	736
Importations "	27	23	25	28	29	17
Solde "	262	252	279	314	366	719
Exportations en M\$	62	60	77	86	97	211
Importations "	10	9	9	11	12	8
Solde "	52	51	68	75	85	203

Source: COMTRADE, HS2002, code 1101

ii) Riz : la Chine est restée exportatrice nette de riz depuis 2000. Pour l'USDA elles ont été de 0,85 Mt en 2006-07, 0,7 Mt en 2007-08 et il projette qu'elles seraient de 0,8 Mt en 2008-09.

Tableau 16 – Echanges de riz de la Chine de 2000 à 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations en 1000 t	2 953	1 859	1 978	2 601	896	672	1 237
Importations "	239	269	236	257	756	514	719
Solde "	2 714	590	1 742	2 344	140	158	518
Exportations en M\$	561	329	380	495	233	225	409
Importations "	112	98	80	97	252	196	288
Solde "	449	231	300	398	19	29	121

Source: COMTRADE, SITC Rev.3, code 042

³⁰ <http://english.people.com.cn/90001/90778/90857/90860/6335141.html>

³¹ <http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/wasde/wasde-05-09-2008.pdf>

³² <http://economictimes.indiatimes.com/articleshow/2603649.cms>

iii) Maïs : la Chine a été de 2000 à 2003 le second exportateur mondial de maïs avant que le Brésil ne la dépasse. Pour l'USDA ses exportations nettes ont été de 5,25 Mt en 2006-07 mais tomberaient à 0,4 Mt en 2007-08 comme en 2008-09.

Tableau 17 – Echanges de maïs de la Chine de 2000 à 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations en 1000 t	10 466	5 998	11 674	16 399	2 318	8 610	3 070
Importations "	0,3	36	6	0,1	2	4	65
Solde "	10 466	5 962	11 668	16 399	2 316	8 606	3 005
Exportations en M\$	1 052	626	1 167	1 767	324	1 097	412
Importations "	0,4	5	2	0,4	0,8	1	12
Solde "	1 052	621	1 165	1 767	323	1 096	400

Source: COMTRADE, SITC Rev.3, code 044

iv) Enfin la Chine est importatrice nette d'orge (2,1 Mt pour 406 M\$ en 2006) mais exporte d'autres céréales secondaires et des préparations à base de céréales. Sans tenir compte de ces dernières pour lesquelles il n'y a pas d'estimation a priori, l'USDA estime que l'ensemble des céréales secondaires ("coarse grains", dont le maïs) a eu des exportations nettes de 4,25 Mt en 2006-07, mais qu'il y aurait des importations nettes de 0,48 Mt en 2007-08 et de 0,78 Mt en 2008-09. Compte tenu des exportations nettes de blé et de riz, la Chine resterait exportatrice nette de céréales.

Daryll Ray a aussi trouvé que *"La Chine a été exportatrice nette de viande durant les 7 dernières années"*³³ et confirme que *"jusqu'à ce jour, la production accrue de viandes par la Chine a eu peu d'impact sur les échanges mondiaux de maïs si ce n'est une faible baisse du niveau des exportations chinoises"*³⁴.

v) Conclusion partielle : puisque la Chine est restée exportatrice nette de céréales, elle n'est pas responsable de la flambée de leur prix mondial. Ce que confirme Daryll Ray : *"Les données ne soutiennent pas l'implication souvent affirmée que la forte augmentation des prix des grains est imputable au changement de régime alimentaire des Chinois"*. Ce que confirme surtout un chercheur chinois : *"Non seulement la Chine n'est pas un danger à l'origine de la montée en flèche des prix céréaliers dans le monde, elle constitue au contraire un important facteur de stabilité. Avec le contraste frappant et saisissant de ces dernières années entre le monde dont la production globale et les réserves de céréales ont diminué et la Chine dont la production céréalière s'est accrue continuellement et qui a connu à cet effet l'équilibre entre l'offre et la demande, et dont les réserves céréalieres ont augmenté, les approvisionnements abondants sur le marché et les prix céréaliers haussés de façon modérée et structurelle. De 2004 à 2007 en Chine, la production céréalière nationale a atteint respectivement : 469.469.000 tonnes, 484.022.000 tonnes, 497.499.000 tonnes et 501.500.000 tonnes et elle a augmenté durant quatre années consécutives"*³⁵.

f) Le déficit très élevé de la Chine en produits oléagineux

Analysant la flambée des prix agricoles mondiaux le FMI déclarait en mars 2008 : *"En 2006, la Chine a représenté un cinquième de la consommation de blé, de maïs, de riz et de graines*

³³ <http://www.agpolicy.org/weekcol/407.html>

³⁴ <http://www.agpolicy.org/weekcol/408.html>

³⁵ <http://french.people.com.cn/Horizon/6356051.html>

de soja. Principal importateur de ces graines, elle absorbe quelque 40 % des exportations mondiales"³⁶.

On a déjà montré que la Chine est restée exportatrice nette de céréales. Mais le jugement sur les oléagineux est tout aussi erroné : la Chine n'est que le deuxième importateur d'oléagineux car, si elle est en tête pour les graines de soja en 2006-07 (28,7 Mt contre 15,3 Mt pour l'UE-27), et l'huile de soja (2,4 Mt contre 1,4 Mt pour l'UE), elle n'importe pas de tourteaux de soja alors que l'UE en a importé 22,1 Mt. Donc cela fait un tonnage total de 31,1 Mt de produits du soja pour la Chine contre 38,8 Mt pour l'UE (la différence est même supérieure si on convertit huiles et tourteaux en équivalent graines). Et cela a toujours été vérifié dans le passé, même pour l'UE-15 puisque la Chine n'a devancé l'UE-15 pour les importations de graines de soja que depuis 2002-03.

Tableau 18 – Echanges d'oléagineux (graines, huiles et tourteaux) de la Chine de 2000 à 2006

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	0,617	0,699	0,789	0,877	0,934	1,097	0,996
Importations	3,814	3,827	4,053	8,260	11,147	11,170	11,629
Solde	-3,197	-3,128	-3,264	-7,383	-10,213	-10,073	-10,633

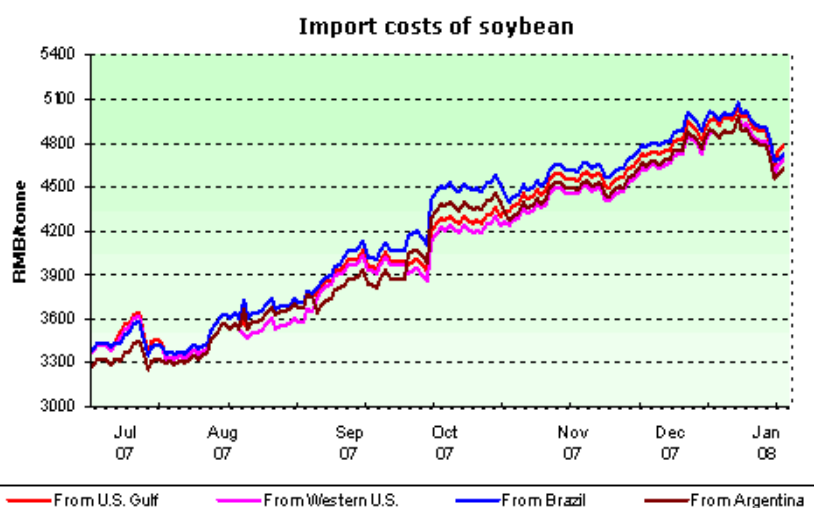
Source: COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0813, 22 et 42

Le tableau 19 montre les principales importations nettes de produits oléagineux de 2000 à 2007.

Tableau 19 – Importations nettes chinoises de produits oléagineux de 2003 à 2007

Millions de tonnes	2003	2004	2005	2006	2007
Graines de soja	20,476	19,843	26,194	27,905	30,388
Huile de soja	1,874	2,496	1,631	1,425	2,756
Huile de colza	0,147	0,348	0,147	-0,101	0,353
Huile de palme	3,326	3,851	4,319	5,141	5,097
Total des huiles	5,437	6,695	6,097	6,465	8,206

Source : http://www.usdachina.org/info_details1.asp?id=1855



Source : <http://www.efeedlink.com/showdetail/?id=%7B00B78023-D85D-43CB-AAD2-2D3BFC64D0A8%7D>

C'est effectivement ce lourd déficit de la Chine en produits oléagineux qui pèse le plus sur sa balance des échanges alimentaires bien qu'elle soit restée positive jusqu'en 2007 (tableau 4).

³⁶ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2008/03/pdf/helbling.pdf>

Malgré la hausse de 5Mt des importations de graines oléagineuses de la Chine en 2007-08 et de 1,5 Mt de celles d'huile, on ne peut en conclure qu'elles soient responsables de la flambée des prix mondiaux des oléagineux. Comme on l'a vu page 11, cela s'explique surtout par la forte baisse de la production de graines de soja aux EU en 2007 (-16.6 Mt), bien supérieure à celle de la Chine (-4.5 Mt). En effet, avant de réduire de moitié sa production d'éthanol en 2007, la Chine avait transféré au maïs 10% de la surface semée en soja (1,3 Mha), ce qui combiné à des aléas climatiques, a réduit la production de soja. Par ailleurs la hausse de 2,2 Mt des importations d'huile de l'UE a été supérieure à celle de la Chine (1,4 Mt), car sa consommation d'huile n'a augmenté que de 1,4 Mt en 2007-08.

g) La Chine et les biocarburants

Dans quelle mesure la Chine a-t-elle contribué à l'expansion des biocarburants ayant alimenté la flambée des prix des céréales et oléagineux?

La réponse est à nuancer dans le temps. Si la Chine a produit 3,8 Md de litres de bioéthanol en 2006, dont 90% à partir du maïs, étant alors le 3^e producteur mondial, elle a interdit en juin 2007 toute nouvelle production de maïs pour éthanol après la hausse de 42% du prix du porc en 2006³⁷. Elle a alors abaissé ses objectifs de 5 Mt d'éthanol en 2010 à 2 Mt, qu'elle peut produire aussi à partir de manioc, et sa production a effectivement baissé de moitié, à 1,820 Mdl, en 2007. Comme, malgré la production d'éthanol de maïs, la Chine a encore exporté beaucoup de maïs en 2007, on ne peut imputer à son éthanol une responsabilité dans la flambée des prix mondiaux des céréales. Et comme elle n'a produit que 50 000 t de biodiesel en 2006 contre un objectif de 2 Mt en 2010, sa production de biodiesel n'est pas responsable de la flambée des prix des oléagineux.

h) Les restrictions chinoises mises à l'exportation des céréales sont-elles responsables?

Puisque les importantes exportations nettes de céréales en 2007 ont contribué aussi à la hausse de leur prix sur le marché intérieur, cela a poussé le gouvernement à supprimer en 2007 la réduction de la taxe à l'exportation des céréales et à instaurer le 1^{er} janvier 2008 des quotas à leur exportation.

Mais la Chine n'a été ni le premier pays ni le seul à prendre des mesures restrictives à l'exportation voire des embargos de leurs produits agricoles : le Vietnam, l'Inde, l'Egypte, le Cambodge, l'Indonésie l'ont fait aussi pour le riz. Même la Thaïlande, premier exportateur de riz, a décidé de vendre le riz 40% moins cher sur son marché intérieur que le prix mondial, ce qui revient à taxer les exportations³⁸. L'Argentine, l'Ukraine et la Russie ont aussi restreint les exportations de blé. Et cela a concerné aussi d'autres produits et d'autres pays.

Bien que ces restrictions à l'exportation soient interdites par l'OMC pour les pays développés – elles ne sont tolérées pour les PED qu'à titre temporaire –, l'UE a bien interdit les exportations de blé de fin 1995 à juillet 1996. Pourtant, selon Les Echos du 18 avril 2008, *"Alors que le FMI lui-même a admis le bien-fondé des Etats à protéger leur marché intérieur, le commissaire au Commerce, Peter Mandelson, n'en démord pas : « La taxation des exportations, les quotas et les interdictions ne servent pas l'économie ou le développement », a-t-il martelé hier devant le Parlement européen, dénonçant un « retour aux politiques mercantiles du passé » et le risque « d'une spirale protectionniste et d'une chute de la production agricole mondiale »"*³⁹.

³⁷ <http://www.foodproductiondaily.com/news/ng.asp?n=77283-ethanol-biofuels-corn>

³⁸ <http://alternatives-international.net/article2031.html>

³⁹ <http://www.lesechos.fr/info/inter/4716963.htm>

Pourtant chaque gouvernement a le devoir de veiller d'abord à la sécurité alimentaire de sa population, ce qui devrait être un droit reconnu par l'OMC tant qu'il n'agresse pas le reste du monde par un dumping de ses produits, dumping que l'OMC n'interdit pas vraiment puisqu'elle autorise les subventions internes bénéficiant aussi aux produits exportés, ce en quoi Peter Mandelson feint d'ignorer que l'UE est champion du monde (on y revient plus bas).

i) En conclusion, l'impact négatif de la Chine sur la flambée récente des prix agricoles doit être écarté.

j) Mais la Chine aura à long terme un déficit accru de sa balance commerciale agricole

Le vice-Ministre chinois de l'agriculture, Yi Chengjie, a reconnu le 13 septembre 2007 que *"l'équilibre entre l'offre et la demande céréalière est assurée pour le moment, mais que la production céréalière est confrontée à une demande qui s'accroît sans cesse, à une pression grandissante du déséquilibre structurel et à une contrainte due à la diminution de terres arables et à la pénurie de ressources d'eau douce. De plus, on ne doit pas oublier les effets qui viendront du changement climatique et des calamités naturelles qui se produisent fréquemment"*⁴⁰.

Selon Huang Jikun, Directeur du Centre de politique agricole de l'Académie des sciences, *"En 2015, la Chine devra importer du maïs pour faire face à 15% de sa demande. Mais les exportations de riz et de blé auront alors augmenté pour équilibrer les échanges totaux de céréales"*⁴¹.

A plus long terme, un groupe de chercheurs chinois a fait une prospective à l'horizon 2030, où ils soulignent que les gains potentiels de rendement permettraient de compenser la baisse attendue des surfaces agricoles⁴², qui a été de 300 000 ha par an de 1987 à 2000, et qui ferait passer les surfaces en cultures annuelles de 125,6 M ha en 2003 à 116,6 M ha en 2030. Ils soulignent que les rendements moyens de 2003-2005 ont été de 4,2 t/ha pour le blé contre 7 à 8 t dans l'UE, de 6,2 t/ha pour le paddy contre 7,6 t aux EU et de 5,1 t/ha pour le maïs contre 8-9 t dans l'UE et plus de 9 t aux EU.

Le scénario de base prévoit que les dépenses de consommation alimentaire par tête à prix constant augmenteraient de 20% par rapport à 2003 pour les ruraux à bas revenu et de 60% pour les urbains à hauts revenus, ce qui augmenterait surtout la consommation des produits animaux. Celle de viande passerait en moyenne de 35,9 kg en 2003 à 57,5 kg en 2030, celle des oeufs de 12 à 19,5 kg, celle de lait de 11,6 kg à 38,7 kg et celle de poisson de 15,5 kg à 27,7 kg.

Pour assurer ces besoins, le scénario de base nécessiterait d'importer 6 Mt de viande porcine (10% de la consommation), 3 Mt de viande de volaille (16% de la consommation) et 28,9 Mt d'équivalent lait en produits laitiers. La Chine serait autosuffisante en viande bovine et œufs. Mais, si la Chine continuerait à s'auto-suffire en blé et exporterait 4 Mt de riz, elle devrait importer massivement des aliments du bétail : 22 Mt de maïs, 17 Mt d'équivalents grains en autres aliments caloriques et 38 Mt d'équivalents tourteaux en aliments protéiques (à peine plus que les 36 Mt de soja attendus pour 2008). Les autres importations nettes concerneraient 9,1 Mt d'huile (à peine supérieur à la situation actuelle) et 3,1 Mt de sucre. Mais la Chine serait exportatrice nette de 18 Mt de fruits et légumes. Au total cela impliquerait un solde négatif de la balance commerciale agricole de 29 Md\$ (\$ de 1997), qui serait facilement couvert par l'excédent des autres postes de la balance commerciale.

⁴⁰ <http://french.people.com.cn/Economie/6262830.html>

⁴¹ http://www.chinadaily.com.cn/bizchina/2007-08/08/content_6016158.htm

⁴² http://www.sow.vu.nl/pdf/china_prospects_challenges.pdf

Dans un scénario à fort progrès de recherche-développement, le déficit de la balance agricole serait réduit de plus de 50%, y compris parce que le potentiel d'exportation de fruits et légumes monterait à 50 Mt. Soulignons que déjà la valeur ajoutée agricole de la Chine a augmenté de 4,5% par an de 2003 à 2007⁴³.

La Chine semble avoir pris conscience de ces défis de hausse de la production, puisque les investissements agricoles ont augmenté de 31% en 2007 et qu'elle a doublé les subventions agricoles pour 2008 par rapport à 2004, les portant à 79,2 milliards de \$.

Pour conclure, ces perspectives de plus grande dépendance à long terme des importations n'ont rien à voir avec la responsabilité de la Chine dans la flambée récente des prix mondiaux.

2) L'Inde

a) L'Inde est exportatrice nette de produits agricoles et alimentaires depuis 1995

i) Selon l'OMC : comme pour la Chine, les données de l'OMC (tableau 20) induisent en erreur en intégrant notamment les bois et pâtes à papier dans les produits agricoles et le tabac dans les produits alimentaires. Malgré cela l'Inde reste excédentaire dans les deux cas.

Tableau 20 – Echanges de produits agricoles et alimentaires de l'Inde selon l'OMC : 2002-06

Milliards de \$	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations de produits agricoles	7,025	7,935	8,588	10,780	14,412
Importations "	5,069	6,426	6,906	7,357	7,840
Solde "	1,956	1,509	1,682	3,423	6,572
Exportations de produits alimentaires	6,461	7,113	7,781	9,188	11,215
Importations "	3,311	4,080	4,335	4,580	4,760
Solde "	3,150	3,033	3,446	4,608	6,455

Source: WTO trade data (<http://stat.wto.org/StatisticalProgram/WSDbViewData.aspx?Language=E>).

ii) Selon l'OCDE, les importations "agroalimentaires" (sans précision de contenu) de l'Inde sont restées excédentaires depuis 1995, avec un excédent de 5,370 Md\$ en 2005.

Tableau 21 – Les importations "agroalimentaires" de l'Inde selon l'OCDE

	1 995	1 996	1 997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	2005
Exportations	6,35	7,13	6,90	6,28	5,90	6,48	6,33	7,02	7,93	8,52	10,77
Importations	2,07	2,20	2,58	3,81	3,98	2,89	3,73	4,06	4,94	5,12	5,40
Solde	4,27	4,94	4,33	2,46	1,92	3,59	2,59	2,97	2,99	3,40	5,37

Source : <http://dx.doi.org/10.1787/724373401565>

b) La reconstitution des données à partir de la base Comtrade donne un solde de produits agricoles qui a beaucoup augmenté depuis 2002 et a atteint un plafond de 4,3 Md\$ en 2006.

Tableau 22 – Echanges agricoles de l'Inde de 2000 à 2006

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	4,972	4,997	5,556	6,578	7,132	9,190	11,471
Importations	2,905	3,775	4,087	4,995	5,174	5,455	7,154
Solde	2,067	1,222	1469	1,583	1,958	3,735	4,317

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0 (moins 03), 11, 121, 21, 22, 231, 261, 263, 264, 265, 268, 29, 4,551

⁴³ <http://www.adb.org/Documents/Books/ADO/2008/ado2008.pdf>

c) L'Inde est restée aussi exportatrice nette de produits alimentaires depuis 1995 et ce solde a augmenté depuis 2001, pour plus de 4,3 Md\$ en 2005 et 2006.

Tableau 23 – Echanges alimentaires de l'Inde de 2000 à 2006

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	5,652	5,620	6,249	6,879	7,505	8,886	10,434
Importations	2,252	2,849	3,302	4,068	4,310	4,562	6,113
Solde	3,400	2,771	2,947	2,811	3,195	4,324	4,321

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0, 11, 22, 4

Même en enlevant les produits de la pêche l'excédent des échanges alimentaires de l'Inde reste substantiel (2,590 Md\$ en 2006).

Tableau 24 – Echanges en valeur des produits de la pêche de l'Inde de 2000 à 2006

Millions de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	1 402	1 237	1 410	1 307	1 364	1 590	1 756
Importations	7	8	8	11	14	23	25
Solde	1 395	1 225	1 402	1 296	1 350	1 567	1 731

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, code 03

Comme l'Inde intègre les produits de la pêche dans les produits agricoles, cela augmente d'autant l'excédent de ses échanges agricoles mais, comme ils ne pèsent que 40% du solde des échanges agricoles en 2006, contrairement à la Chine la non prise en compte de ces produits ne rendrait pas négative la balance des échanges agricoles.

Tableau 25 – Echanges agricoles (produits de la pêche inclus) de l'Inde de 2000 à 2006

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	6,374	6,234	6,966	7,885	8,496	10,780	13,227
Importations	2,912	3,783	4,095	5,006	5,188	5,478	7,179
Solde	3,462	5,851	2,871	2,879	3,308	5,302	6,048

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0, 11, 121, 21, 22, 231, 261, 263, 264, 265, 268, 29, 4,551

d) Les céréales ont pesé le plus lourd, avant les produits de la pêche jusqu'en 2005, dans le solde positif des échanges agricoles (et alimentaires), solde resté positif en 2006 malgré de fortes importations de blé. L'Inde exporte principalement du riz mais a aussi été exportatrice de blé de 2001-02 à 2005-06. En 2005-06 elle a exporté 6,6 Mt de céréales dont 5,1 Mt de riz et 0,6 Mt de blé, contre 8 Mt de céréales en 2004-05 dont 4,8 Mt de riz et 2 Mt de blé⁴⁴.

Tableau 26– Echanges en valeur de céréales de l'Inde de 2000 à 2006

Millions de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	805	1041	1691	1641	2071	1753	1816
Importations	28	22	22	18	23	31	1317
Solde	777	1019	1669	1623	2048	1722	499

Source: COMTRADE, SITC Rev.3, code 04

i) Les exportations de riz (tableau 27) sont nettes car il n'y a pas d'importations. Selon l'USDA l'Inde a exporté 5,5 Mt de riz en 2006-07 et estime qu'elles seraient de 2,5 Mt en 2007-08 et

⁴⁴ <http://dacnet.nic.in/eands/Imports-Exports-Inflation%20Rates13-14.htm>

de 2 Mt en 2008-09. Mais l'agence Reuters précise que les exportations de riz ont été de 5,5 Mt pour la campagne 2007-08 contre 3,8 Mt en 2006-07⁴⁵.

Tableau 27 – Echanges de riz de l'Inde de 2000 à 2006

Millions de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations en 1000 t	1 534	2 209	5 057	3 412	4 797	4 088	4 748
Exportations en M\$	654	673	1 213	896	1 478	1 411	1 552

Source: COMTRADE, SITC Rev.3, code 04

ii) Les exportations de blé étaient nettes aussi de 2000 à 2005 et sont passées par un maximum en 2003. En 2006 par contre les importations nettes ont été de 6 Mt. Les exportations nettes de farine sont insignifiantes. Selon l'USDA, les importations de blé tomberaient à 2 Mt pour 2007-08.

Ces fortes importations de blé en 2006 sont dues au fait que l'Inde a annulé ses droits de douane en février 2006. Selon Ashok Sharma, le gouvernement a délibérément révisé à la baisse ses prévisions de récoltes et a importé directement 5,5 Mt de blé (sur les 6,7 Mt importées au total en 2006-07) alors que des disponibilités suffisantes existaient dans le pays – les besoins intérieurs étaient de 60 Mt pour une production de 74 Mt –, mais cela lui revenait moins cher d'importer que de relever le prix d'achat aux producteurs pour alimenter le stock public de sécurité alimentaire. Ces actions ont donné lieu à un recours devant la Cour suprême⁴⁶. Loin de favoriser la baisse des prix du blé sur le marché intérieur ces importations l'ont fait monter d'autant que le prix CAF a fortement progressé et que les commerçants ont constitué des stocks spéculatifs. Et A. Sharma conclut : "*Les expériences passées montrent que chaque fois que l'Inde ou la Chine entrent sur le marché mondial comme importants importateurs les prix mondiaux s'envolent et quand ils y entrent comme exportateurs importants les prix chutent*"⁴⁷.

Tableau 28 – Echanges de blé de l'Inde de 2000 à 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations : 1000 t	813	2 649	3 671	4 093	2 008	746	47
Importations "	4	1	0	0	0	0	6 080
Solde "	809	2 648	3 671	4 093	2 008	746	-6 033
Exportations en M\$	92	282	362	514	322	126	8
Importations "	1	0	0	0	0	0	1,291
Solde "	91	282	362	514	322	126	-1,283

Source: COMTRADE, SITC Rev.3, code 041

iii) L'Inde est restée exportatrice nette de maïs (il n'y pas d'importations).

Tableau 29 – Echanges de maïs de l'Inde de 2000 à 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations : 1000 t	32	114	78	543	1 069	420	637
Exportations en M\$	6	19	14	76	156	72	110

Source: COMTRADE, SITC Rev.3, code 044

⁴⁵ <http://www.financialexpress.com/news/Rice-export-curbs-to-boost-world-prices/291471/>

⁴⁶ http://www.financialexpress.com/fe_full_story.php?content_id=160136

⁴⁷ http://www.financialexpress.com/fe_full_story.php?content_id=161262

iv) Pour 2007 la FAO estime que la production de paddy s'est maintenue au niveau élevé de 140 Mt de 2006, que la production de blé a augmenté à 75 Mt, soit 5 Mt de plus en 2006, et que celle de maïs a été de 15,5 Mt, soit 2 Mt de plus qu'en 2006⁴⁸. Le 23 avril 2008 le gouvernement a révisé à la hausse la production attendue de blé, à 76,8 Mt, et il est donc probable qu'il n'y aura pas d'importations en 2008⁴⁹, d'autant que l'Inde a décidé au contraire d'accroître ses stocks de blé de 3 Mt.

Toutefois le gouvernement a limité les exportations de céréales en 2007 : le 9 février 2007 il a interdit les exportations de blé et produits issus du blé afin d'éviter la flambée des prix sur le marché intérieur et de garantir la sécurité alimentaire et le 31 octobre 2007 il a imposé un prix minimum de 425 \$/t à l'exportation du riz non basmati, qu'il a relevé à 500 \$/t le 27 décembre.

Ces interdictions et limitations à l'exportation sont bienvenues et conformes aux conclusions de l'étude de Sandra Polaski et al. de Carnegie Endowment for International Peace : "*Il serait plus avantageux pour les pays en développement tels que l'Inde d'avoir la flexibilité de répondre à des chocs de prix basés sur leurs propres conditions au moment du choc, plutôt que d'avoir des disciplines rigides ou arbitraires imposées à l'avance*"⁵⁰.

e) L'Inde est un gros importateur d'oléagineux, essentiellement d'huiles de soja et de palme, mais elle exporte des huiles d'arachide et de ricin, des graines de sésame et surtout des tourteaux. Le solde négatif a fortement baissé depuis 2003 et a pratiquement disparu en 2006 (-291 M\$).

Tableau 30 – Echanges de produits oléagineux de l'Inde de 2000 à 2006

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	0,900	0,832	0,574	1,240	1,242	1,648	1,866
Importations	1,380	1,385	1,822	2,764	2,438	2,074	2,157
Solde	-0,480	-0,553	-1,248	-1,524	-1,196	-0,426	-0,291

Source: COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0813, 22 et 42

f) L'Inde est aussi exportatrice nette de viande et de produits laitiers. Cela s'explique par la faible consommation de viande (bovine et porcine) en Inde pour des raisons religieuses et l'importance du végétarisme, puisqu'elle n'y était en 2000 que de 4,5 kg par tête, contre 47,5 kg pour le lait, 1,5 kg pour les oeufs et 7,1 kg pour le poisson⁵¹. Les moyennes mondiales étaient respectivement de 37,9 kg, 46,4 kg, 8 kg et 20,1 kg. En fait l'Inde est exportatrice nette de produits laitiers depuis 2001 et a exporté notamment 47 300 tonnes de lait écrémé en poudre en 2005-06⁵². Mais en février 2007, face à la flambée du prix mondial du lait en poudre, le gouvernement a interdit les exportations, ce qui a entraîné un manque à gagner de 1,3 Md \$ pour les coopératives de producteurs et l'embargo a été levé en octobre.

g) Conclusion partielle : ces données sur les échanges de céréales et oléagineux permettent de présumer que l'excédent des balances agricole et alimentaire a encore augmenté en 2007-08 et que l'Inde n'est pas responsable de la flambée récente des prix mondiaux de ces produits.

⁴⁸ <http://economictimes.indiatimes.com/articleshow/2603649.cms>

⁴⁹ <http://news.tradingcharts.com/futures/7/1/107813317.html>

⁵⁰ http://www.carnegieendowment.org/files/india's_trade_policy_choices_final.pdf

⁵¹ <http://jn.nutrition.org/cgi/reprint/133/11/4048S>

⁵² http://www.wto.org/english/forums_e/public_forum2007_e/session11_goswami_e.pdf

h) L'Inde a-t-elle une part de responsabilité dans la flambée des prix agricoles du fait de sa politique de biocarburants?

Le gouvernement a édicté une norme d'incorporation de 5% de biocarburant dans les carburants pétroliers pour 2010, norme devant progressivement passer à 20% en 2025. De fait l'Inde est devenue en 2006 le 4^e producteur de bioéthanol avec 1,9 Md de litres⁵³, mais la production s'est effondrée à 200 millions de litres en 2007⁵⁴. Comme ce bioéthanol est produit à partir de moutarde de canne à sucre, que l'Inde exporte du sucre et que le prix du sucre a chuté depuis 2006 et n'a dépassé qu'en janvier 2008 son niveau de 2007, on ne peut imputer à l'Inde une responsabilité dans la flambée des prix des céréales.

Comme l'Inde consomme 4 fois plus de diesel que d'essence, elle s'est fixée en 2003 l'objectif de couvrir 20% de ses besoins en diesel pour 2011-12 à partir de biodiesel tiré, non des huiles végétales puisqu'elle doit en importer déjà beaucoup, mais d'une huile non comestible tirée des graines de *Jatropha Curcas* qui peut se cultiver sur les terres marginales arides. Mais ce programme n'aboutira pas car le gouvernement a fixé un prix du biodiesel inférieur au coût de production des industriels qui paient eux-mêmes aux agriculteurs un prix non incitatif⁵⁵.

Les organisations paysannes indiennes et les ONG de défense de l'environnement sont résolument opposées au développement des biocarburants, y compris à partir de *jatropha* ou à ceux de l'éventuelle seconde génération provenant de produits cellulosiques⁵⁶.

Surtout le Ministre indien des finances P. Chidambaram a déclaré le 26 mars 2008, dans une conférence à Singapour, que "*En tant que citoyens du monde, on devrait être préoccupés par la folie de cultiver des aliments pour les transformer en carburant*"⁵⁷, et le Premier Ministre Manmohan Singh lui-même a tenu le 9 avril 2008 les programmes de biocarburant pour responsables de la flambée des prix agricoles⁵⁸, soulignant que "*Il est particulièrement ennuyeux que la nouvelle économie des biocarburants encourage de transférer les terres servant aux cultures alimentaires*"⁵⁹. Cela laisse entrevoir l'arrêt de tout soutien du gouvernement indien aux biocarburants.

i) Toutefois le dynamisme de la production agricole en Inde est bien moindre qu'en Chine et la valeur ajoutée agricole n'y a augmenté que de 2,7% par an de 2003 à 2007. Et le fait que l'Inde soit exportatrice nette de céréales (riz essentiellement) et que le taux de croissance du PIB ait dépassé 8% depuis 2004 ne signifient pas que les besoins intérieurs soient satisfaits puisqu'elle continue à abriter 212 millions de sous-nutris chroniques en 2001-03 (sur un total mondial de 854 millions) et que leur nombre a même augmenté de 10 millions depuis 1995-97 (202 millions) après avoir baissé de 13 millions entre 1990-92 (215 millions) et 1995-97.

En fait l'agriculture indienne aura bien plus de mal que la Chine à faire face à ses besoins alimentaires futurs pour un ensemble de raisons : défi démographique sans commune mesure avec celui de la Chine à l'horizon 2050 – sa population augmenterait de 54%, de 1,132 milliard d'habitants en 2007 à 1,747 milliard, contre de 9% seulement pour la Chine, de 1,318 milliard à 1,437 milliard –; rendements bien plus faibles; investissements plus faibles et

⁵³ http://www.unctad.org/en/docs/ditcted20066_en.pdf

⁵⁴ <http://www.ethanolrfa.org/resource/facts/trade/>

⁵⁵ http://belfercenter.ksg.harvard.edu/publication/18028/vegetable_oil_based_biofuels_in_india.html

⁵⁶ <http://www.grain.org/agrofuels/?india2007>

⁵⁷ http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/7315308.stm

⁵⁸ <http://www.financialexpress.com/news/PM-concerned-over-price-rise-criticizes-biofuel-factor/295210/1>

⁵⁹ <http://pib.nic.in/release/release.asp?relid=37279>

subventions nettement inférieures du gouvernement; menaces climatiques supérieures (avec notamment la fonte des glaciers de l'Himalaya); capacité d'absorption bien inférieure par l'industrie et les services des centaines de millions de petits agriculteurs. Il s'y ajoute l'absence de réforme agraire et la volonté politique de promouvoir l'agrobusiness à leur détriment et l'intensification des systèmes de production (y compris les OGM) au lieu des méthodes d'agriculture écologique à faible utilisation d'intrants externes à l'exploitation, alors même que leur abus a pollué les sols et nappes phréatiques. S'y ajoute aussi la mollesse de la défense de la protection de l'agriculture indienne dans les négociations du Doha Round dans l'espoir de pouvoir exporter plus de services et de produits industriels.

Pourtant les cris d'alarme et les propositions alternatives ne manquent pas, notamment pour promouvoir des systèmes de productions protégeant mieux l'environnement tout en étant plus productifs, non seulement de la part des organisations paysannes et ONG mais aussi d'éminents agronomes comme le Professeur M.S. Swaminathan⁶⁰ ou les recommandations de la Commission nationale sur la politique pour les agriculteurs qu'il a présidée pendant trois ans et qui a été adoptée par le Parlement le 15 août 2007⁶¹.

C – Les Etats-Unis et l'Union européenne

Ce sont les responsables essentiels de la flambée des prix agricoles et des émeutes de la faim, à la fois par leurs politiques agricoles et par celles qu'ils ont élaborées ensemble et imposées au reste du monde à l'OMC et dans leurs accords bilatéraux de libre-échange.

1) Etats-Unis (EU)

a) Déficit ou excédent des échanges agricoles?

i) Selon les EU : leur définition des produits agricoles⁶² exclut les alcools et spiritueux ainsi que les cigarettes, tandis que l'UE les incluent⁶³. Il semble logique d'inclure les premiers mais d'exclure les seconds qui résultent d'une production strictement industrielle. EU et UE excluent les produits de la pêche. Nous avons vu à propos de la Chine pourquoi il serait logique de les inclure dans les produits agricoles, compte tenu notamment du poids croissant de l'aquaculture pratiquée par les agriculteurs. Mais ni les EU ni l'UE n'ont de définition précise des produits alimentaires qu'ils définissent comme "alimentation et boissons" sans donner vraiment la liste des produits inclus.

Tableau 31 – Echanges agricoles des EU selon l'USDA de 2000 à 2007

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Exportations	51,246	53,669	53,115	59,561	62,426	63,182	70,948	89,908
Importations	38,974	39,368	41,909	47,376	53,977	59,317	65,326	71,937
Solde	12,272	14,301	11,205	12,185	7,449	3,865	5,623	17,970

Source: <http://www.ers.usda.gov/Data/FATUS/>

Pour l'USDA, le solde des échanges agricoles a toujours été positif, même s'il avait beaucoup baissé jusqu'en 2005 avant de s'envoler en 2007 du fait de l'explosion des prix.

⁶⁰ <http://www.hinduonnet.com/af/india60/stories/2007081550320900.htm>

⁶¹ <http://cari.res.in/farmers.htm>

⁶² <http://www.fas.usda.gov/USTRADE/USTAgDef.asp?QI=>

⁶³ <http://ec.europa.eu/agriculture/agrista/tradestats/annexes/annex4.htm>

ii) Selon l'OMC : les EU présentent des déficits élevés et croissants de 2002 à 2006, de plus de 11 Md\$ en 2005 et 2006 pour les produits agricoles comme pour les produits alimentaires. Mais, comme on l'a vu pour la Chine et l'Inde, l'OMC inclut le bois et les fibres textiles synthétiques, entre autres, dans les produits agricoles.

Tableau 32 – Echanges de produits agricoles et alimentaires des EU selon l'OMC : 2002-06

Milliards de \$	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations de produits agricoles	68,757	76,244	79,567	82,674	92,664
Importations "	71,515	77,273	88,112	95,803	103,648
Solde "	-2,758	-1,029	-8,545	-13,129	-10,984
Exportations de produits alimentaires	53,079	58,509	59,713	61,704	69,206
Importations "	55,197	60,762	66,729	72,879	80,283
Solde "	-2,118	-2,253	-7,016	-11,175	-11,077

Source: WTO trade data (<http://stat.wto.org/StatisticalProgram/WSDDBViewData.aspx?Language=E>).

iii) L'identification des échanges agricoles à partir de la base Comtrade confirme que, sans les produits de la pêche, ils ont été largement excédentaires jusqu'en 2004 mais qu'un léger déficit est apparu en 2005 et 2006 (déficit quelque peu différent selon les nomenclatures SITC Rev.3 ou HS2002). Cela contredit donc les données de l'USDA.

Tableau 33 – Echanges agricoles des EU en nomenclature SITC de 2000 à 2006

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	53,602	55,168	54,830	61,903	63,873	65,584	74,020
Importations	44,944	45,414	48,412	54,428	61,596	67,713	74,583
Solde	8,658	9,754	6,418	7,475	2,277	-2,129	-0,563

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0 (moins 03),11,121,21,22,231,261,263,264,265,268,29,4,551

Tableau 34 – Echanges agricoles des EU en nomenclature HS2002 de 2000 à 2006

Milliards de \$	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	57,352	63,903	65,685	68,623	75,714
Importations	51,214	56,325	62,774	68,688	76,766
Solde	6,138	7,578	2,911	-0,065	-1,052

Source : Comtrade, HS 2002 (voire la longue liste des codes en section A).

Une bonne partie de la différence avec l'excédent affiché par l'USDA est que celui-ci exclut les spiritueux des échanges agricoles, pour lequel le déficit s'est accentué et a été de 4,1 Md\$ en 2006, tandis que, inversement, l'excédent des échanges de tabac manufacturé, également exclus par l'USDA, a fortement baissé de 2000 (3,461 Md\$) à 2006 (749 M\$).

Tableau 35 – Echanges d'alcools et spiritueux des EU de 2000 à 2006

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	0,505	0,554	0,581	0,643	0,741	0,776	0,928
Importations	3,033	3,149	3,369	3,804	4,163	4,487	5,042
Solde	-2,528	-2,595	-2,788	-3,161	-3,422	-3,711	-4,114

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 112.4

b) Le déficit des échanges alimentaires est supérieur et remonte à 2002. Celui-ci s'explique surtout par la nécessaire prise en compte des produits de la pêche (tableaux 36 et 37) mais aussi par les importantes exportations nettes de coton et de tabac qui sont absentes des échanges alimentaires. Sans les produits de la pêche le déficit n'apparaît qu'en 2005 et

2006. Et il y aurait au contraire un excédent si l'on excluait, comme le fait l'USDA, les spiritueux des échanges alimentaires (il les exclut déjà des échanges agricoles).

Tableau 36 – Echanges des produits de la pêche des EU de 2000 à 2006 selon SITC

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	2,956	3,207	3,135	3,283	3,724	4,089	4,268
Importations	10,413	10,279	10,572	11,588	11,883	12,677	13,956
Solde	-7,457	-7,072	-7,437	-8,305	-8,159	-8,588	-9,688

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, code 03

Tableau 37 – Echanges des produits de la pêche des EU de 2000 à 2006 selon HS 2002

Milliards de \$	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	2,773	2,928	3,307	3,369	3,840
Importations	8,416	9,228	9,308	9,929	10,669
Solde	-5,643	-6,300	-6,001	-6,560	-6,829

Source : COMTRADE, HS 2002, code 03

Tableau 38 – Echanges alimentaires (produits de la pêche inclus) des EU de 2000 à 2006

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	49,848	51,206	50,794	56,266	57,396	59,821	66,954
Importations	49,198	49,702	53,021	58,664	64,783	70,932	78,227
Solde	650	1,504	-2,227	-2,398	-7,387	-11,111	-11,273

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0, 11, 22, 4

Pour conclure, les EU n'ont pas de leçon à donner à la Chine et à l'Inde dont les échanges alimentaires sont excédentaires puisque les leurs, même sans les produits de la pêche, sont déficitaires et contribuent donc à la flambée des prix. Certes cette flambée dont ils sont à l'origine leur ont énormément profité en 2007 et vont continuer en 2008, en leur permettant d'avoir enfin des balances positives pour les échanges agricoles comme alimentaires.

Tableau 39 – Echanges alimentaires (produits de la pêche exclus) des EU de 2000 à 2006

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	46,892	47,999	47,659	52,983	53,672	55,732	62,686
Importations	39,055	39,423	42,449	47,076	52,900	58,255	64,271
Solde	7,837	8,576	5,210	5,907	772	-2,523	-1,585

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0 (moins 03), 11, 22, 4

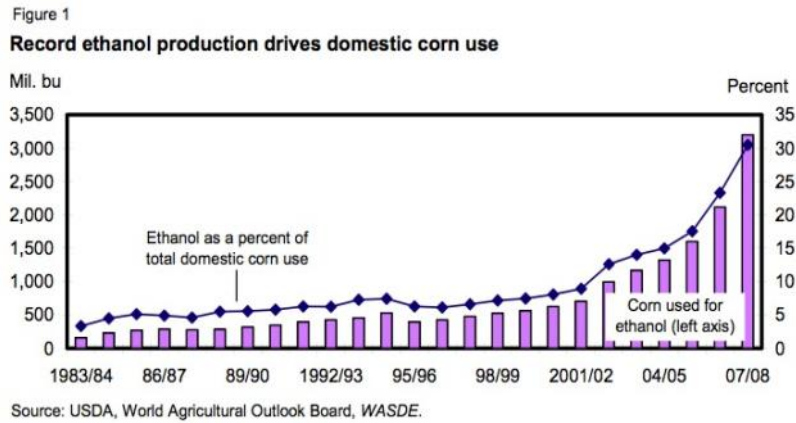
b) Le bioéthanol de maïs des EU

Les EU sont indubitablement les principaux responsables de la flambée des prix agricoles et des émeutes de la faim actuelles par les objectifs démentés qu'ils se sont fixés pour la production de biocarburants et parce que, comme on l'a vu, ce sont les prix des grains des EU qui font les prix mondiaux sur lesquels les autres pays exportateurs s'alignent.

i) La production d'éthanol de maïs

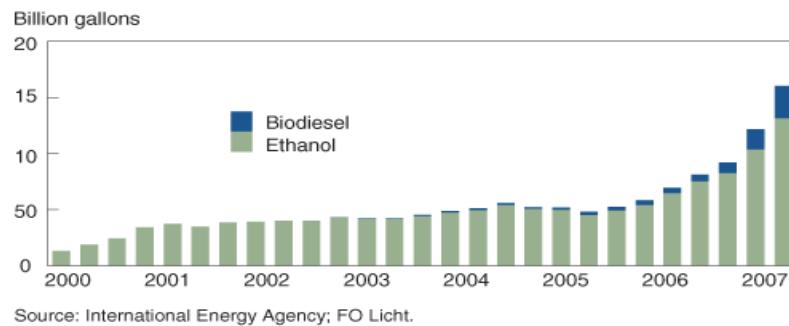
La production de maïs y a baissé de 282 Mt en 2005-06 à 268 Mt en 2006-07 et bondirait à 332 Mt en 2007-08. Mais celle convertie en éthanol est passée de 41 Mt en 2005-06 à 54 Mt en 2006-07 et à 79 Mt en 2007-08, soit de 14,4% de la production à 20,1% et 23,7%⁶⁴. En conséquence les stocks ont baissé de 50 Mt en 2005-06 à 33 Mt en 2006-07 et resteraient à ce niveau en 2008

⁶⁴ <http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/wasde/wasde-04-09-2008.pdf>

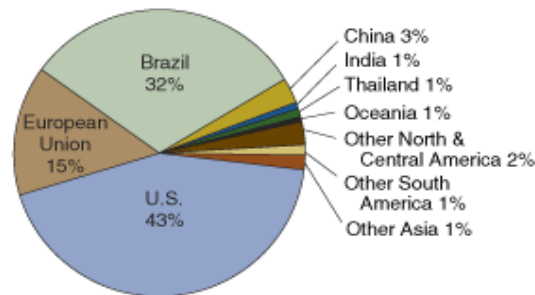


La production mondiale de bioéthanol a triplé de 2000 (4,68 Md de gallons : 1 gallon=3,875 litres) à 2007 (16 Md de gallons) mais ne représente encore que 3% de la consommation mondiale de carburant pour les transports⁶⁵.

Global biofuel production tripled between 2000 and 2007



About 90 percent of global biofuel production is concentrated in U.S., Brazil, and Europe, 2007



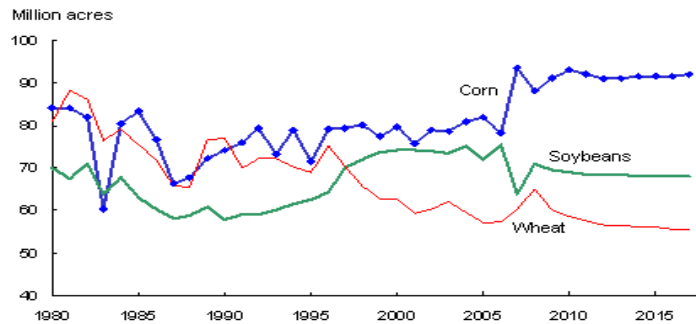
Source: FO Licht, includes only ethanol for fuel.

Et celle des EU a grimpé de 1 Md de gallons en 2005 à 5 Md en 2006 et devrait atteindre 9 Md en 2009⁶⁶. D'autant que la loi sur l'indépendance énergétique du 19 décembre 2007 impose d'incorporer 15 Md de gallons d'éthanol de maïs ou de biodiesel dans les carburants automobiles en 2015, dont 9 Md de gallons d'éthanol (ou de biodiesel, dont la production reste marginale, voir plus bas) en 2008, un relais devant être pris en 2015 par l'éthanol de cellulose pour atteindre 36 Md de gallons (136 Md de l) en 2022. Mais c'est un vœu pieux car cela nécessiterait une forte percée technologique vu sa non rentabilité actuelle.

⁶⁵ <http://www.ers.usda.gov/amberwaves/november07/features/biofuels.htm>

⁶⁶ <http://www.ers.usda.gov/amberwaves/september07/features/ethanol.htm>

U.S. planted area: Corn, wheat, and soybeans

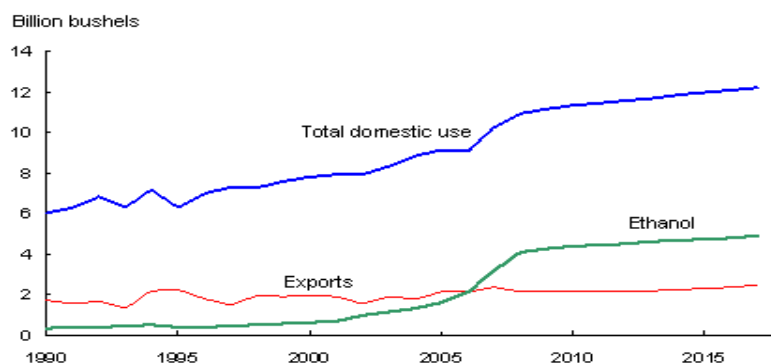


Source: USDA Agricultural Projections to 2017, February 2008.
USDA, Economic Research Service.

Ces objectifs légaux de production d'éthanol à incorporer dans l'essence (ou le diesel) – les compagnies pétrolières sont obligées de les atteindre sous peine de lourdes amendes – ont amené l'USDA à prévoir la croissance des surfaces de maïs jusqu'en 2015, au détriment de celles des autres céréales et du soja, et la croissance de la part du maïs affecté à l'éthanol au détriment notamment de l'alimentation animale (mais qui bénéficiera des sous-produits de l'éthanol) et des exportations (le graphique ci-dessous montre que le maïs pour l'éthanol a dépassé celui exporté en 2007).

On passerait de 19% du maïs allant à l'éthanol en 2006-07 à 25,4% en 2007-08, 32,8% en 2011-12 et 33,2% en 2015-16.

U.S. corn: Domestic use, ethanol, and exports



Source: USDA Agricultural Projections to 2017, February 2008.
USDA, Economic Research Service.

L'USDA vient de reconnaître la responsabilité de l'éthanol de maïs dans la hausse des prix mondiaux : *"Les données suggèrent que, alors que le maïs des EU utilisé pour l'éthanol n'a eu qu'un faible effet sur les marchés mondiaux dans les années 1980 et 1990, l'augmentation de la production d'éthanol des EU dans les 5 dernières années et les changements importants corrélatifs dans la structure du marché du maïs des EU ont eu récemment un impact plus prononcé sur l'équilibre de l'offre et de la demande mondiales pour l'ensemble des céréales secondaires. Surtout, puisque les Etats-Unis sont le plus gros exportateur mondial de maïs, certains des prix supérieurs résultant de la demande accrue des EU a eu des retombées sur les marchés mondiaux"*⁶⁷. Elargissant son analyse à l'ensemble des biocarburants au niveau mondial, l'auteur ajoute que *"l'augmentation de 4 millions d'hectares dans la superficie récoltée en produits agricoles destinés aux biocarburants entre 2004 et 2007 a représenté environ 24 pourcent des 18,2 millions d'hectares supplémentaires récoltés dans le monde durant cette*

⁶⁷ <http://www.ers.usda.gov/Publications/WRS0801/WRS0801.pdf>

période". En outre il souligne l'impact social très différent qu'une hausse de 50% des prix des produits agricoles de base a sur le budget des ménages selon les pays : dans les pays développés, cela entraîne une hausse de 6% des dépenses de consommation alimentaire, soit de moins de 1% du budget total; dans les PED à bas revenus cela se traduit par une hausse de 21% de la dépense alimentaire et de 10% de la dépense totale des ménages (de 50% à 60%).

Bruce Babcock estime que le prix du maïs à la production a des chances d'être à 220 \$/t (5,60 \$/boisseau) pour la récolte de 2008⁶⁸ contre 158 \$/t prévus par l'USDA pour 2007-08, 120 \$/t effectifs en 2006-07 et 79 \$/t en 2005-06⁶⁹. Il en déduit qu'à ce prix la production d'éthanol ne sera pas rentable. Pourtant l'éventuelle suppression de l'obligation d'incorporer de l'éthanol dans l'essence ne réduirait le prix du maïs qu'à 210 \$/t. Et si on ajoutait la suppression de l'exemption fiscale de 51 cents/gallon pour les fabricants d'éthanol, le prix du maïs baisserait à 190 \$/t. A fortiori si on éliminait le droit de douane sur les importations d'éthanol du Brésil (54 cents/gallon + 2% ad valorem), le prix du maïs chuterait bien plus.

Quel que soit le réalisme de ces projections, elles ont le mérite de montrer la forte influence de la production d'éthanol sur le prix du maïs aux EU et, partant, sur le prix mondial du maïs et, comme on va le voir, sur les prix des autres céréales et oléagineux.

Babcock analyse aussi l'incidence potentielle d'un autre facteur non maîtrisable, le climat. Si une sécheresse semblable à celle de 1988 survenait, avec baisse du rendement de 25% par rapport à une année normale, le prix du maïs à la production passerait à 339 \$/t! Cela impliquerait un prix minimum de l'éthanol de 3,30 \$/gallon pour que les industriels continuent à produire le minimum légal exigé, ce qu'ils ne pourraient faire qu'avec une subvention de 1,50 \$/gallon, soit de 15 Md\$ pour l'ensemble de la production d'éthanol!

De son côté son collègue Chad E. Hart constate que, début janvier 2008, la capacité de production était de 7,5 M de gallons et qu'elle atteindrait 13 M de gallons d'ici 3 ans avec les 5,8 M de gallons représentés par les usines en construction⁷⁰. Compte tenu du prix élevé du baril de pétrole qui était coté 2,50 \$/gallon à terme rapproché contre 2,30 \$/gallon pour l'éthanol, cet avantage de 20 cents/gallon plus la réduction d'impôt de 51 cents/gallons accordée aux sociétés pétrolières pour le mélanger à l'essence confère à l'éthanol un regain d'intérêt pour celles-ci comme pour les consommateurs. Et c'est ce regain de confiance dans la rentabilité de l'éthanol qui propulse aussi le prix du maïs. Il en résulte que la production de maïs destiné à l'éthanol a bondi de 47% entre 2006-07 (54 Mt) et 2007-08 (79 Mt).

Hart souligne que, parallèlement, la forte augmentation des exportations de maïs attendue pour la campagne de commercialisation 2007-08 – 64 Mt contre 54 Mt en 2006-07 – tient surtout à la faiblesse du dollar qui a conféré à la fois un avantage de compétitivité au maïs des EU sur celui du Brésil et de la Chine mais aussi un avantage de compétitivité pour les pays importateurs à monnaie forte, dont l'euro, le yen et la livre sterling.

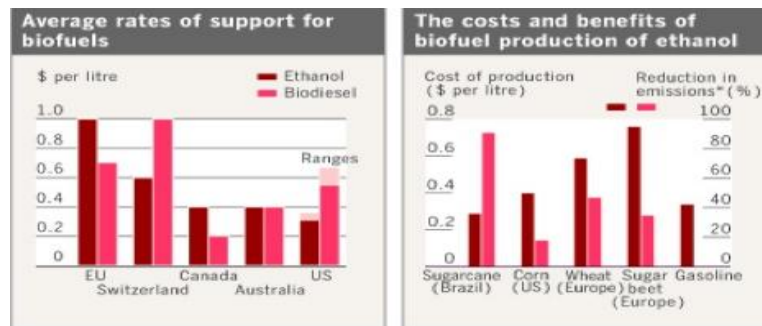
Hart conclut : *"Tous comptes faits, le futur apparaît brillant pour le maïs... Pour le secteur de l'éthanol, 2008 apparaît comme une nouvelle année d'ajustement. Les prix des intrants (principalement le maïs) continue à être élevés mais on prévoit que les prix de l'énergie, en particulier l'essence, resteront à un niveau supérieur. La loi sur l'énergie a prévu un soutien*

⁶⁸ http://www.card.iastate.edu/iowa_ag_review/Spring_08/article2.aspx

⁶⁹ http://www.foodbusinessnews.net/news/headline_stories.asp?ArticleID=92594

⁷⁰ http://www.card.iastate.edu/iowa_ag_review/winter_08/article4.aspx

public pour une production supplémentaire. L'activité continuera à se développer mais les marges resteront relativement étroites".



Source : http://www.treehugger.com/files/2007/11/biofuels_subsidies.php

b) Les liens entre la hausse du prix du maïs dû à l'éthanol et les prix des autres grains

Comme on l'a déjà vu, la forte hausse du prix du maïs – jointe aux subventions minimales au titre des paiements directs fixes (qui bénéficient aussi aux autres céréales et oléagineux) – en 2006-07 a entraîné une forte hausse des surfaces semées en maïs et une récolte record en 2007, au détriment des surfaces, et donc des productions, de blé et soja, dont les prix ont bondi davantage que celui du maïs. D'autant que le coût de production du soja est bien moindre que celui du maïs. Il en résulte que les surfaces semées en maïs pour la récolte de 2008 (et la campagne de commercialisation 2008-09) baisseraient de 8% par rapport à 2007 mais augmenteraient de 6% pour le blé et de 18% pour le soja⁷¹.

Par conséquent l'USDA, suivant les marchés à terme, prévoit un net tassement de celui du blé du fait des fortes hausses de production partout dans le monde en 2008 mais la poursuite de la hausse des prix du maïs et du soja du fait de la demande pour les biocarburants. Sachant que la hausse du prix de l'huile de soja est aussi liée à la hausse du prix des huiles de palme et de colza, principales sources du biodiesel en Asie et dans l'UE.

On a vu aussi (page 9) comment le boom de l'éthanol a une large responsabilité dans la flambée des prix du riz depuis fin 2007.

Lorsque, à la question "Les agro-carburants ont-ils un rôle dans cette flambée [des prix agricoles mondiaux] ?" Philippe Chalmin, professeur d'économie à Paris-Dauphine, répond le 22 avril 2008 "Le programme américain sur le maïs a une responsabilité directe sur la hausse des prix du maïs... mais les agrocarburants n'ont aucune responsabilité dans la hausse des prix du blé ni du riz"⁷², il n'a manifestement pas compris les liens entre ces grains.

Hervé Guyomard, Directeur de recherches à l'INRA, l'a bien compris : "Il est néanmoins clair que la grande quantité de maïs utilisée pour la fabrication d'éthanol aux États-Unis a engendré la hausse du prix de cette matière première et, par effet de contagion, d'autres cultures substitués du maïs"⁷³.

⁷¹ <http://usda.mannlib.cornell.edu/MannUsda/viewDocumentInfo.do?documentID=1136>

⁷² http://www.lemonde.fr/archives/article/2008/04/22/philippe-chalmin-le-defi-majeur-de-la-planete-au-xxie-siecle-sera-alimentaire_1036889_0.html

⁷³ [http://www.latribune.fr/info/Les-biocarburants-alimentent-ils-la-flambee-des-prix-agricoles-----20080403U7DBR5L-\\$Channel=Journal-\\$SubChannel=La%20Tribune%20Forum](http://www.latribune.fr/info/Les-biocarburants-alimentent-ils-la-flambee-des-prix-agricoles-----20080403U7DBR5L-$Channel=Journal-$SubChannel=La%20Tribune%20Forum)

c) Le biodiesel d'huile de soja

La loi sur l'énergie de 2005 avait fixé un objectif d'utilisation de 500 M de gallons de biodiesel pour 2008 et de 1 Md de gallons pour 2012. La production d'huile de soja des EU utilisée pour le biodiesel représentait en août 2007 23,2% de la consommation intérieure d'huile de soja (soit 469 M de livres) mais ne représentait plus que 12,2% (319 M de livres) en janvier 2008⁷⁴. Au total, la production de biodiesel n'a pas augmenté de la campagne de commercialisation 2006-07 à celle de 2007-08, à 2,8 Md de livres, soit 373 M de gallons (1 gallon de biodiesel pèse 7,5 livres), donc en deçà de l'objectif fixé.

Sur les 170 usines existantes, 20 ne fonctionnent pas et les autres ne tournent pas à pleine capacité et ne font pas de profit. En effet la plupart ont été mises en chantier quand le prix de l'huile de soja était de 20 cents par livre alors qu'elle était à 70 cents la dernière semaine de mars 2008⁷⁵. Dans le même temps le prix de gros du biodiesel a grimpé de 2,50 \$/gallon à 4,70 \$/gallon. Malgré une réduction fiscale de 1 \$/gallon le biodiesel coûte environ 4 \$/gallon, un prix supérieur à celui du diesel, ce qui freine la demande intérieure, mais l'essentiel est exporté vers l'UE.

On a aussi montré que la flambée des prix des oléagineux était liée indirectement au boom de l'éthanol. Ajoutons que, paradoxalement, les EU sont importateurs nets d'huiles végétales depuis 2003, ce qui contribue aussi à la hausse de leur prix mondial⁷⁶.

d) Pour conclure sur la responsabilité des EU dans la hausse des prix des grains

Il est clair qu'en ayant déjà affecté 79 Mt de maïs à la production d'éthanol en 2007-08 – soit 23.7% de sa production de maïs, mais aussi 24% de plus que ses exportations de maïs et 82,5% des exportations totales mondiales de maïs –, et sachant en outre que les prix FOB du maïs des EU (comme des autres céréales) font les prix mondiaux, les EU sont les premiers responsables de la flambée des prix mondiaux du maïs ainsi que de ceux des autres grains (céréales et oléagineux) compte tenu de leurs effets de substitution comme on l'a montré.

Selon la FAO, l'éthanol de maïs des EU est responsable d'un tiers de la hausse des prix du maïs⁷⁷. Le FMI va plus loin et a affirmé le 8 mai 2008 que 70% de la hausse du prix du maïs est due à la production d'éthanol⁷⁸. Quant à la Banque mondiale, elle vient d'estimer que le bioéthanol est responsable de 65% de la flambée des prix agricoles⁷⁹.

La responsabilité de l'éthanol de maïs des EU est d'autant plus incontestable dans cette flambée des prix mondiaux des grains que le second producteur et exportateur de bioéthanol, le Brésil, le produit à partir de la canne à sucre et non du maïs. Or, comme on l'a vu (tableau 1), le prix mondial du sucre est resté très bas en 2007 et était encore inférieur en février 2008 à son niveau moyen de 2006. En ce sens le Président Lula aurait eu raison de dire que le bioéthanol du Brésil n'est pour rien dans la flambée des prix mondiaux des grains plutôt que de dire que le biocarburant en général dans le monde entier n'y est pour rien. On y revient à la section D.

⁷⁴ <http://www.aces.uiuc.edu/news/stories/news4332.html>

⁷⁵ <http://www.desmoinesregister.com/apps/pbcs.dll/article?AID=/20080330/BUSINESS/803300315/-1/NEWS04>

⁷⁶ <http://www.ers.usda.gov/Briefing/SoybeansOilcrops/2008baseline.htm>

⁷⁷ <http://news.mongabay.com/2008/0214-fao.html>

⁷⁸ <http://www.imf.org/external/np/speeches/2008/050808.htm>

⁷⁹ http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/foodclimate/HLCdocs/HLC08-inf-1-E.pdf

Les EU font peser une menace d'autant plus forte sur les prix mondiaux à venir qu'ils n'ont aucune raison de stopper les biocarburants puisque la flambée des prix en résultant a fait bondir de 48% le revenu net agricole en 2007⁸⁰ et l'excédent des échanges agricoles à 11,9 Md\$ contre 4,6 Md\$ en 2006⁸¹. Pour 2008 le revenu progresserait de 4%⁸² et l'excédent agricole bondirait à 24,5 Md\$. D'autant que la poursuite de la flambée du prix du pétrole rend de plus en plus rentable les biocarburants et permet la baisse des subventions.

Mais le pire n'est jamais sûr et, grâce à Dieu, les trois candidats à la présidence des EU viennent de changer tout récemment leur fusil d'épaule sur le soutien à l'éthanol de maïs, notamment Barak Obama, celui qui a le plus de chances de l'emporter, ce qui est d'autant plus remarquable que, étant sénateur au Congrès pour l'Illinois, deuxième Etat pour la production de maïs et de bioéthanol, il en a longtemps été un des plus actifs promoteurs. Ainsi déclarait-il à NBC le 4 mai 2008 : "*Ma première priorité est de s'assurer que les gens sont capables d'obtenir assez de nourriture pour manger. S'il s'avère que nous avons besoin de changer notre politique de l'éthanol pour aider les gens à avoir quelque chose à manger, cela sera la voie que nous suivrons*"⁸³.

2) L'Union européenne

L'UE-27 prétend vouloir nourrir le reste du monde tout en agitant l'épouvantail de la Chine et de l'Inde! Cela est risible et affligeant au regard de la dure réalité des faits qui montre que c'est l'UE, plus encore que les EU, qui reçoit une aide alimentaire nette massive des PED.

a) Car les échanges agricoles de l'UE ont été constamment déficitaires

i) Pourtant, pour la DG Agriculture de la Commission européenne, les échanges agricoles de l'UE-25 seraient largement excédentaires en 2005 et surtout en 2006, de près de 10 Md\$ (après conversion de l'euro), ces chiffres prenant en compte le "commerce confidentiel" (échanges non imputables directement à des produits particuliers), pour 4 Md€ d'exportations nettes en 2006. Surtout l'UE considère les cigarettes comme des produits agricoles (comme d'ailleurs l'Accord sur l'agriculture de l'OMC), ce qui est critiquable.

Tableau 40 – Echanges agricoles de l'UE-25 selon la Commission européenne

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations en milliards €	56,633	58,355	59,327	58,724	60,225	66,119	76,181
Importations "	59,105	62,079	61,820	60,000	61,838	64,447	68,278
Solde "	-2,472	-3,724	-2,493	-1,276	-1,613	1,672	7,903
Dollars pour 1 euro	0,9236	0,8956	0,9456	1,1312	1,2439	1,2441	1,2556
Exportations en milliards \$	52,306	52,263	56,100	66,429	74,914	82,259	95,653
Importations "	54,589	55,598	58,457	67,872	76,920	80,179	85,730
Solde "	-2,283	-3,335	-2,357	-1,443	-2,006	2,080	9,923

Source : Commission européenne, http://ec.europa.eu/agriculture/agrista/tradestats/2006/index_sta.htm#parta1

Qui plus est, la Commission européenne s'enorgueillit d'avoir supplanté les EU comme 1^{er} exportateur mondial de produits agricoles depuis 2003 : "*En 2003 l'UE a dépassé les EU comme premier exportateur agricole mondial. Le second changement est encore plus récent*"

⁸⁰ <http://usda.mannlib.cornell.edu/MannUsda/viewDocumentInfo.do?documentID=1254>

⁸¹ <http://usda.mannlib.cornell.edu/MannUsda/viewDocumentInfo.do?documentID=1196>

⁸² <http://www.ers.usda.gov/Features/FarmIncome/>

⁸³ <http://www.washingtontimes.com/article/20080505/NATION/903546115>

et indique que le solde des échanges agricoles de l'UE s'est amélioré de façon importante, avec une croissance des exportations devant celle des importations, si bien qu'en 2006 elle est devenue exportatrice nette de produits agricoles. L'amélioration pour l'UE est d'autant plus surprenante qu'elle est intervenue en dépit du renforcement de l'euro et en dépit de l'élargissement, qui a accru les importations agricoles nettes"⁸⁴.

La Commission oublie que les EU ne comptent pas les spiritueux dans les échanges agricoles.

Tableau 41 – Echanges d'alcools et spiritueux de l'UE-25

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	4,600	4,730	5,153	5,993	6,424	6,991	8,081
Importations	0,739	0,790	0,865	0,993	1,120	1,130	1,183
Solde	3,861	3,940	4,288	5,000	5,304	5,861	6,898

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, code 1124

Si on les excluait aussi de ceux de l'UE (mais ce sont les EU qui doivent les inclure), les EU seraient restés le 1^{er} exportateur en 2003 mais pas au-delà car l'appréciation de l'euro depuis a boosté artificiellement les exportations de l'UE en dollars.

La Commission s'enorgueillit encore plus que l'UE-25 reste le 1^{er} importateur de produits agricoles, et donc le modèle des bons élèves pour l'accès des autres pays à son marché.

ii) Pour l'OMC, le solde des échanges agricoles de l'UE-25 est négatif de 28,4 Md\$ en 2006, mais elle y place le bois, la pâte à papier et les fibres textiles synthétiques (entre autres).

Tableau 42 – Echanges de produits agricoles de l'UE-25 selon l'OMC : 2000 et 2004-06

Milliards de \$	2000	2004	2005	2006
Exportations	56,033	78,106	84,206	95,308
Importations	79,112	107,701	113,326	123,723
Solde	-23,079	-29,595	-29,120	-28,415

Source: WTO trade data (http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/its2007_e/its07_merch_trade_product_e.pdf)

iii) En nomenclature SITC Rev.3 de Comtrade les échanges agricoles de l'UE-25 restent négatifs de 2000 à 2006 et le sont encore de 4,367 Md\$ (3,478 Md€) en 2006, après un creux à 8,969 Md\$ en 2004.

Tableau 43 – Echanges de produits agricoles de l'UE-25 en nomenclature SITC

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	49,096	49,114	53,060	62,902	69,590	73,750	85,163
Importations	55,366	56,509	59,626	69,224	78,558	80,767	89,530
Solde	-6,270	-7,395	-6,566	-6,322	-8,968	-7,017	-4,367

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0 (moins 03),11,121,21,22,231,261,263,264,265,268,29,4,551

Si l'on tenait compte des échanges de tabacs manufacturés le déficit serait réduit de près de 2 Md€ en 2005 et 2006.

⁸⁴ http://ec.europa.eu/agriculture/publi/map/02_07.pdf

Tableau 44 – Echanges de tabacs manufacturés de l'UE-25

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	1,653	1,578	1,718	1,796	1,864	2,308	2,488
Importations	0,246	0,229	0,223	0,259	0,250	0,234	0,567
Solde	1,407	1,349	1,495	1,537	1,614	2,074	1,921

Source: Comtrade SITC Rev.3, code 122

iii) En nomenclature HS 2002 de Comtrade, les échanges agricoles ne sont disponibles qu'à partir de 2002 (mais on aurait pu prendre la nomenclature HS 1996 pour 2000 et 2001) et sont très proches de ceux en nomenclature SITC et restent négatifs de 4,3 Md\$ en 2006.

Tableau 45 – Echanges de produits agricoles de l'UE-25 en nomenclature HS02: 2002-06

Milliards de \$	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	54,463	63,379	70,197	75,664	85,382
Importations	60,282	70,176	78,947	81,979	89,688
Solde	-5,819	-6,797	-8,750	-6,315	-4,306

Source : Comtrade, HS 2002 : 01 à 24 (sauf 03), 290543, 290544, 3301, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 380910, 4101, 4102, 4103, 4301, 5001, 5002, 5003, 5101, 5102, 5103, 5201, 5202, 5203, 5301, 5302

iv) La comparaison des échanges agricoles de l'UE-25 et des EU dans la même nomenclature SITC (tableaux 33 et 43) accrédite l'assertion de l'UE qu'elle a remplacé les EU depuis 2003 comme premier exportateur de produits agricoles. Mais cela est dû essentiellement à l'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar. Si l'on stabilisait le taux de change euro-dollar à son niveau de 2003 de 1,1312 dollar pour 1 euro, les EU seraient restés le premier exportateur aussi en 2004 et si on stabilisait le taux de change à son niveau de 2002 de 0,9456 dollar pour 1 euro ou même à la parité de 1 dollar pour 1 euro, les EU seraient restés les premiers exportateurs jusqu'en 2006.

C'est pourquoi la prétention de l'UE qu'elle a dépassé les EU comme premier exportateur en dépit de l'appréciation de l'euro est démentie par les chiffres : *"Certes la croissance des exportations de l'UE reflète le renforcement de l'euro vis-à-vis du dollar. Exprimées en termes d'€, les exportations de l'UE ont augmenté de 14% dans les 5 dernières années comparés à 55% exprimées en \$ US. Naturellement, quelle que soit la monnaie la position de l'UE en tant que premier exportateur ne change pas"*.

b) Les échanges alimentaires de l'UE sont encore plus déficitaires, de 20,217 Md\$ (16,101 Md€) en 2006

Certes cela s'explique essentiellement par l'énorme déficit dans les échanges des produits de la pêche mais, même sans ceci le déficit reste de 3,490 Md\$ (2,780 Md€). Mais autant on peut discuter de la non inclusion de ces produits dans les échanges agricoles, autant on ne peut les écarter des échanges alimentaires. En particulier dans le contexte actuel d'émeutes de la faim liés à l'explosion des prix des produits agricoles à finalité alimentaire. Sans oublier que le tiers des échanges mondiaux de poisson est destiné aux aliments du bétail, y compris aux animaux domestiques.

i) Les échanges des produits de la pêche sont très déficitaires dans l'UE-25, de près de 16,7 Md\$ (13,3 Md€) en 2006 en nomenclature SITC et de 14 Md\$ (11,1 Md€) en nomenclature HS2002.

Tableau 46 – Echanges des produits de la pêche de l'UE de 2000 à 2006

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	1,708	1,880	2,067	2,405	2,663	2,802	3,042
Importations	10,818	11,490	11,742	13,947	15,050	17,320	19,769
Solde	-9,110	-9,610	-9,675	-11,542	-12,387	-14,518	-16,727

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, code 03

Tableau 47 – Echanges des produits de la pêche de l'UE de 2000 à 2006

Milliards de \$	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	1,696	1,996	2,253	2,368	2,530
Importations	9,603	11,453	12,375	14,311	16,516
Solde	-7,907	-9,457	-10,122	-11,943	-13,986

Source : COMTRADE, HS2002, code 03

ii) Il en résulte que, produits de la pêche inclus, le déficit des échanges alimentaires de l'UE est supérieur à 20 Md\$ en 2005 et 2006 (nomenclature SITC)

Tableau 48 – Echanges alimentaires (produits de la pêche inclus) de l'UE de 2000 à 2006

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	44,682	44,740	48,254	56,095	61,087	64,963	74,966
Importations	54,498	56,621	60,346	71,593	80,763	85,458	95,183
Solde	-9,816	-11,881	-12,092	-15,498	-19,676	-20,495	-20,217

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0, 11, 22, 4

Tableau 49 – Echanges alimentaires sans produits de la pêche de l'UE de 2000 à 2006

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	42,974	42,860	46,187	53,690	58,424	62,161	71,924
Importations	43,680	45,131	48,604	57,646	65,713	68,138	75,414
Solde	-0,706	-2,271	-2,417	-3,956	-7,289	-5,977	-3,490

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0 (sans 03), 11, 22, 4

iii) Revenant encore sur la comparaison des échanges alimentaires de l'UE-25 et des EU dans la même nomenclature SITC (tableaux 38 et 48), il apparaît que, contrairement à la prétention de l'UE, les exportations alimentaires des EU ont dépassé celles de l'UE en 2003 et que, si l'on avait conservé le taux de change dollar-euro de 2003, les exportations alimentaires des EU auraient dépassé celles de l'UE-25 jusqu'en 2006.

Tableau 50 – Au taux de change 2003, les exportations alimentaires des EU dépassent celles de l'UE

Milliards de \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations alimentaires en dollars et euros courants							
des EU (tableau 38)	49.848	51.206	50.794	56.266	57.396	59.821	66.954
de l'UE (tableau 48)	44.682	44.740	48.254	56.095	61.087	64.963	74.966
Exportations alimentaires au taux de change \$/€ de 2003 (1 €=1,1312 \$) depuis 2003							
des EU (tableau 38)				56.266	57.396	59.821	66.954
de l'UE				56.095	54.177	57.614	66.486

Source : COMTRADE, SITC Rev.3, codes 0 (less 03), 11, 22, 4

c) Ensuite l'UE-27 est la première importatrice nette d'oléagineux, loin devant la Chine : 17 Mt de graines oléagineuses (dont 15,3 Mt de soja), 27 Mt de tourteaux (dont 22,1 Mt de soja) et 8,2 Mt d'huiles (dont 1,4 Mt de soja) en 2006-07.

d) L'UE-27 est devenue en 2007-08 importatrice nette de 12,4 Mt de céréales

Tableau 50 – L'UE-27 est devenue fortement importatrice nette de céréales en 2007-08

Millions de tonnes	2005-06			2006-07			2007-08*		
	Import.	Export.	Solde	Import.	Export.	Solde	Import.	Export.	Solde
Blé	6,76	15,69	8,93	5,14	13,87	8,73	6,50	9,00	2,5
Céréales second.	2,78	4,36	1,58	7,99	4,69	-3,30	18,96	5,06	-13,90
Riz	1,73	0,16	-1,57	1,30	0,15	-1,15	1,10	0,15	-0,95
Total	11,27	20,21	8,94	14,43	18,71	4,28	26,56	14,21	-12,35

Source : <http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/wasde/wasde-05-09-2008.pdf> : prévision au 9 mai 2008

Selon l'USDA, l'UE-25 resterait exportatrice nette de blé pour 2,5 Mt (9 Mt d'exportations et 6,5 Mt d'importations) mais ses importations nettes de céréales secondaires seraient de 13,9 Mt (19 Mt d'importations et 5 Mt d'exportations) et de 1 Mt de riz⁸⁵.

Cela situerait l'UE en 3^e position des importateurs nets de céréales en 2007-08 (pour les autres pays nous n'avons les données que pour le blé, le maïs, l'orge et le riz), après le Japon (23,2 Mt) et le Mexique (13,3 Mt) et devant la Corée du Sud (11,8 Mt) et l'Égypte (11 Mt).

Et cette estimation de l'USDA pour la campagne de commercialisation 2007-08 rejoint celle de l'ONIGC (Office interprofessionnel des grandes cultures de France) qui a enregistré à fin avril 2008, soit 2 mois avant la fin de la campagne (fin juin), 24 Mt d'importations (dont 12,3 Mt de maïs, 5 Mt de sorgho et 4,4 Mt de blé) contre 12,6 Mt d'exportations (dont 7,3 Mt de blé et farine de blé et 5,3 Mt d'orge et malt d'orge)⁸⁶.

e) L'essor des biocarburants de l'UE est aussi responsable de la flambée des prix agricoles

L'UE a adopté un objectif d'incorporation de 5,75% de biocarburants dans les carburants utilisés pour les transports en 2010 et de 10% pour 2020, la France de 7% en 2010 et 10% en 2015 et l'Allemagne de 17% en 2020.

i) Le biodiesel de l'UE

Il représentait en 2006 80% des biocarburants de l'UE (4,9 Mt contre 1,2 Mt pour le bioéthanol) et la capacité de production a bondi à 10,2 Mt en 2007, permettant d'atteindre l'objectif de 10% avec deux ans d'avance⁸⁷. En fait l'UE a produit 77% du biodiesel mondial en 2006, loin devant les EU (836 000 t). En 2006/07, le biodiesel a absorbé 64 % de l'huile de colza utilisée dans l'UE-25 et, malgré que la production communautaire de graines de colza ait doublé de 8 Mt en 1992 à 16 Mt en 2006, depuis 2006-07 la balance commerciale en graines de colza est devenue déficitaire⁸⁸. Cela a contribué à une hausse supérieure du prix de l'huile de colza que celle des autres oléagineux. L'UE a aussi contribué à la hausse du prix des autres huiles puisque ses importations d'huiles et corps gras végétaux ont pratiquement doublé de 2000 (5,2 Mt) à 2006 (10,0 Mt)⁸⁹.

⁸⁵ <http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/wasde/wasde-05-09-2008.pdf>

⁸⁶ <http://www.onigc.fr/pages/fr/liste.asp?affichage=2&codelan=FR&cleuti=&coderub=2&codssrub=4>

⁸⁷ <http://www.ebb->

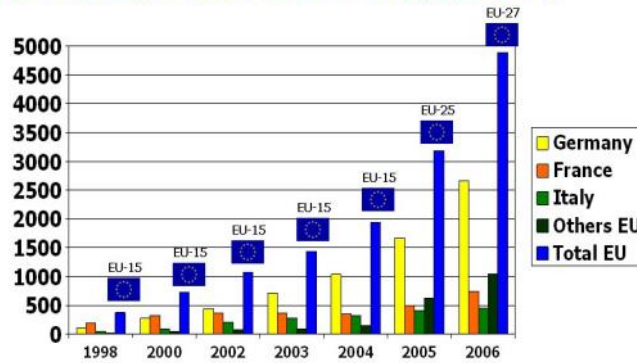
[eu.org/EBBpressreleases/EBB%20press%20release%202006%20stats%202007%20cap%20Final.pdf](http://www.ebb-)

⁸⁸ <http://www.inra.fr/internet/Departements/ESR/publications/iss/pdf/iss07->

[2Jac.pdf?PHPSESSID=9a464bd90ff3f4bda8e7c214d9d92f8f](http://www.inra.fr/internet/Departements/ESR/publications/iss/pdf/iss07-)

⁸⁹ http://ec.europa.eu/agriculture/agrista/tradestats/2007/trade_eu27_sem/agg_qty_imp_page_001.htm

EU and Member States' Biodiesel Production ('000 t)

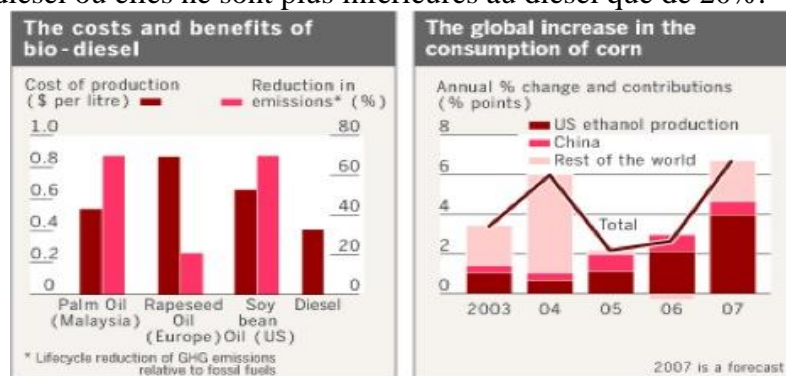


Source : <http://www.ebb-eu.org/stats.php>

Mais la production effective de 2007 a stagné, en partie du fait de la concurrence de 700 000 tonnes de biodiesel des EU (B99) importées, alors que le soja et le biodiesel y sont fortement subventionnés (300 \$/t) et que l'UE n'a pas de droits de douane sur les oléagineux depuis les années 1960 et que le droit sur le biodiesel est limité à 6,5%⁹⁰. Le B99 était vendu en septembre 2007 à 860 \$/t, bien moins cher que les 1 114 \$/t pour l'huile brute de colza avant raffinage pour faire le biodiesel, lequel raffinage coûte 125 \$/t⁹¹. En fait ces exportations de biodiesel soi-disant des EU sont en grande partie des réexportations de biodiesel importé d'Asie du Sud-est et d'Amérique latine où il est mélangé à 1% de diesel ordinaire des EU (le B99 contient lui-même 1% de diesel), ce qui suffit pour obtenir une réduction fiscale de 1\$ par gallon : c'est ce qu'on appelle le système "splash and dash"! C'est pourquoi les industriels font pression pour que l'UE intente une poursuite à l'OMC contre les EU.

Comme l'UE importe en moyenne 45% de ses besoins en huile végétale, il est clair que sa demande croissante liée au biodiesel a contribué fortement à la hausse des prix de l'huile de colza, même si moins de 5% du biodiesel de l'UE est produit à partir d'huiles importées, notamment l'huile de palme.

Surtout la hausse du prix de l'huile de colza, parallèle à celle du prix du pétrole, a fortement réduit la rentabilité de la production de biodiesel si bien qu'un grand nombre d'usines tournent à perte depuis le milieu de 2007 et les projets d'extension ont été annulés⁹². Et en Allemagne, qui a produit 54% du total de l'UE en 2006, le gouvernement a réduit de 20% la réduction des taxes sur le biodiesel où elles ne sont plus inférieures au diesel que de 20%.



Source : http://www.treehugger.com/files/2007/11/biofuels_subsidies.php

⁹⁰ <http://www.ebb-eu.org/EBBpressreleases/EBB%20position%20RED%20Directive%20Jan%202008.pdf>

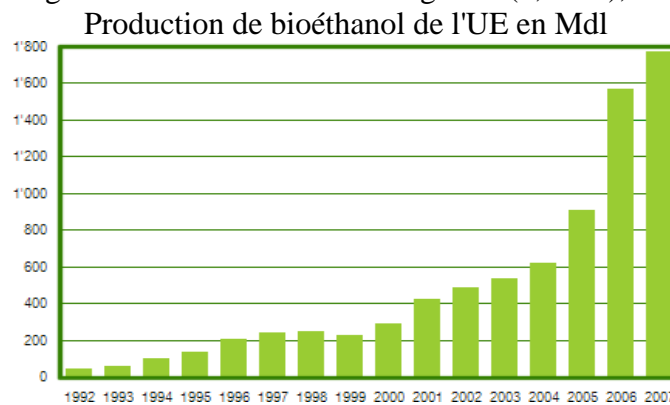
⁹¹ http://business.timesonline.co.uk/tol/business/industry_sectors/natural_resources/article2557242.ece

⁹² <http://www.rsc.org/chemistryworld/News/2008/April/04040803.asp>

ii) Le bioéthanol de l'UE

La production de bioéthanol-carburant de l'UE a augmenté en moyenne de 28% par an de 1992 à 2007 où elle atteint 1,77 Mdl (dont 578 Ml en France, 1^{er} producteur), la positionnant au 4^e rang après les EU (24,5 Mdl), le Brésil (21,3 Mdl) et la Chine (1,8 Mdl). Selon une source allemande cependant l'UE serait en 3^e position en 2007 (2,16 Mdl) après les EU (24,6 Mdl), le Brésil (19,0 Mdl) et avant la Chine (1,84 Mdl).

Mais la consommation de bioéthanol de l'UE a été de 2,7 Mdl en 2007, avec des importations du Brésil de 1 Mdl, malgré un droit de douane de 1\$/gallon (0,26\$/l), donc de 260 M\$⁹³.



Source : <http://www.eners.ch/plateforme/infos/eu-bioethanol.php>

Les principaux produits utilisés pour les 1,560 Mdl d'éthanol de l'UE en 2006 ont été : 1,4 Mt de blé (pour 32,3% de l'éthanol), 1,1 Mt d'orge (pour 28,2%), 0,5 Mt de maïs (pour 12,8%), 0,8 Mt de betteraves (pour 5,6%), sachant que 128 Ml (pour 8,2%) proviennent de la distillation des excédents de vins. Mais l'objectif pour 2012 étant d'atteindre 10,1 Mdl d'éthanol, cela nécessiterait 11,2 Mt de blé, 1,1 Mt d'orge, 3,2 Mt de maïs, 0,5 Mt de seigle et 35,2 Mt de betteraves. Il est clair que l'affectation de ces productions à l'éthanol a déjà contribué de façon significative à la hausse de leurs prix et le feront infiniment plus d'ici 2012 si les objectifs sont maintenus.

L'INRA estime que, pour atteindre l'objectif de l'UE pour 2010 d'incorporer 5,75% de biocarburants sans importations, cela nécessiterait 13 millions d'ha, soit 20% des surfaces en cultures arables aujourd'hui, ce qui poserait des problèmes d'environnement mais ferait surtout augmenter le prix des graines de colza. A fortiori l'objectif de 10% pour 2020 aurait des répercussions difficilement imaginables sur les besoins en surfaces et les effets sur l'environnement, tant dans l'UE que dans les pays d'où viendraient les importations.

iii) Les critiques aux biocarburants de l'UE et les critiques plus générales

Les critiques de la société civile exigeant un moratoire de la production et des importations de biocarburants dans l'UE⁹⁴ et de nombreux responsables politiques des Etats membres et du Parlement européen ont conduit la Commission européenne à proposer des restrictions à l'importation d'huiles végétales de pays où leur production dégrade l'environnement.

Tout dernièrement plusieurs responsables de l'UE ont demandé de revoir les objectifs, dont le Commissaire à l'Environnement Stavros Dimas qui a déclaré à "Die Welt" : "*L'objectif de l'Union européenne d'obtenir d'ici à 2020 que 10 % des carburants soient issus de plantes ne doit pas être la priorité absolue si le prix à payer est que la nature et les hommes en*

⁹³ <http://www.frost.com/prod/servlet/market-insight-top.pag?Src=RSS&docid=120514123>

⁹⁴ http://www.econexus.info/agrofuel_moratorium_call.html

pâtissent"⁹⁵. Le Premier Ministre britannique Gordon Brown a demandé de reconsidérer le programme biocarburant de l'UE⁹⁶. Romano Prodi et Angela Merkel ont aussi exprimé leurs préoccupations.

Pour autant la Commission européenne a rejeté le 14 avril 2008 l'affirmation de Jean Ziegler, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, que la production de biocarburants est "*un crime contre l'humanité*"⁹⁷, arguant que remettre en cause cette composante de son programme de lutte contre le réchauffement climatique remettrait aussi en cause son objectif de réduire de 20% en 2020 les émissions de gaz à effet de serre. Ce faisant la Commission reste sourde aux conclusions de son propre Centre de recherche – pour qui les coûts environnementaux des biocarburants dépasseront très certainement tous les avantages que l'on peut en espérer – ainsi que de l'Agence européenne de l'environnement qui a demandé de suspendre de toute urgence l'objectif de 10% jusqu'à ce qu'une étude complète d'impact soit réalisée⁹⁸. Cela souligne que la Commission suit les seuls intérêts des filières de biocarburants qui nient avoir quelque impact que ce soit sur les prix mondiaux.

Ainsi, selon Agra-Press, la filière française de bioéthanol se défend de toute influence sur la flambée des prix agricoles mondiaux : "*Le modèle français et européen du bioéthanol n'a pas d'impact sur la sécurité alimentaire, indiquent dans un communiqué commun le SNPAA (producteurs d'alcool agricole), la CGB (betteraviers) et Passion Céréales (céréaliers). À l'occasion des inquiétudes exprimées dernièrement sur la situation alimentaire de nombreux pays en voie de développement, la production de biocarburants « est parfois désignée comme l'une des causes de la pénurie actuelle ». Or, le modèle français et européen de développement du bioéthanol « est fondé sur des objectifs raisonnables (10 % dans l'UE en 2020), des critères de durabilité et une diversification des matières premières (blé, betteraves, maïs) », expliquent les trois signataires du communiqué. En France, l'objectif national qui vise à incorporer 7 % de bioéthanol dans l'essence en 2010 nécessite à peine 3 % des surfaces agricoles cultivées en céréales et en betteraves*"⁹⁹.

La filière française de biodiesel (diester) fait encore plus fort : "*Le Diester favorise la disponibilité mondiale de matières premières alimentaires. Pour chaque litre de Diester produit en France, 1,5 kg d'aliment pour les élevages est produit sous forme de tourteau. Cet aliment riche en protéines remplace le tourteau de soja traditionnellement importé du continent américain. En 2010, ce sont ainsi près de 3,5 millions de tonnes de tourteaux qui seront produits en France et c'est autant de tourteaux de soja qui resteront disponibles sur les marchés mondiaux. Cela peut sans doute sembler paradoxal, mais la production française de Diester à partir de colza et de tournesol est clairement une réponse aux besoins alimentaires en viandes et en produits animaux*"¹⁰⁰.

Pourtant les sonnettes d'alarme n'ont pas manqué depuis plusieurs mois, y compris de la part de la première firme agroalimentaire mondiale et des institutions internationales promouvant la mondialisation néo-libérale que sont l'OCDE, la Banque mondiale, le FMI et la FAO.

⁹⁵ <http://www.lesechos.fr/info/inter/4716963.htm>

⁹⁶ <http://www.reportonbusiness.com/servlet/story/RTGAM.20080410.wfood0411/BNStory/Business/?pageRequested=1>

⁹⁷ http://news.yahoo.com/s/afp/20080414/sc_afp/euunfarmpovertyenergypoliticsbiofuel_080414143918

⁹⁸ http://commentisfree.guardian.co.uk/david_cronin/2008/04/fuelling_the_food_crisis_1.html

⁹⁹ <http://www.agpb.fr/fr/depeche/depeche.asp#3041>

¹⁰⁰ <http://www.agrisalon.com/06-actu/article-20380.php?search=sp%E9culation>

Pour Peter Brabeck, président de Nestlé, *"Si l'on veut couvrir 20 % des besoins énergétiques avec des biocarburants, comme cela est prévu, il n'y aura plus rien à manger"*¹⁰¹. C'est un constat d'autant plus paradoxal que la rentabilité de Nestlé a encore progressé avec la flambée des prix.

Un rapport de l'OCDE du 12 septembre 2007 concluait que *"La poussée actuelle d'expansion de l'utilisation des biocarburants crée des tensions insoutenables qui déstabiliseront les marchés sans générer d'avantages significatifs pour l'environnement... Les gouvernements devraient cesser de se fixer de nouveaux objectifs pour les biocarburants et rechercher les moyens de les éliminer... Seuls l'éthanol de canne à sucre au Brésil et celui tiré des sous-produits de la production de cellulose (Suède et Suisse), et le biodiesel tiré des graisses animales et huiles de cuisson usagées peuvent réduire de façon importante les émissions de GES par rapport au pétrole et diesel"*¹⁰².

Quant à la Banque mondiale elle souligne dans un rapport récent le bilan écologique négatif de l'éthanol de maïs aux EU mais met aussi en doute le bilan écologique positif de l'éthanol de canne à sucre du Brésil et du biodiesel d'Indonésie. Le rapport conclut : *"Ces considérations soulèvent des questions sur le classement du bioéthanol et du biodiesel dans la catégorie des biens environnementaux"*¹⁰³. Selon la FAO *"Un rapport récent de Mitchell (2008) de la Banque mondiale a conclu que 65 pour cent de la hausse des prix sont dus aux biocarburants et facteurs liés à la rapide augmentation de la demande de matières premières agricoles"*¹⁰⁴.

Le FMI lui-même souligne que *"La fabrication de biocarburants perturbe sérieusement les marchés de produits alimentaires. Dans les grands pays producteurs, 20 à 50% de l'alimentation animale, en particulier le maïs et la graine de colza, y sont réaffectés... Les projets ambitieux des États-Unis et de l'Union européenne pour les biocarburants impliquent de continuer à réaffecter des cultures à cette production pendant au moins cinq ans... La demande de biocarburants a fait monter non seulement le prix du maïs, mais également ceux d'autres produits alimentaires, car le maïs sert d'intrant à leur production (viande, volaille, produits laitiers) ou de substitut proche. Aux États-Unis, par exemple, elle a entraîné une hausse des cours de la viande et de l'huile de soja (le maïs et le soja étant en concurrence pour les mêmes surfaces); les effets de substitution ont fait augmenter les prix d'autres huiles comestibles. À un moindre degré, la demande de biodiesel a influé sur les prix des huiles comestibles, parce que l'huile de soja et d'autres huiles végétales, comme celles de palme et de colza, servent aussi d'intrants du biodiesel"*¹⁰⁵. Et le FMI vient de déclarer que la demande de biocarburants explique 70% de la hausse du prix du maïs et 40% de la hausse du prix du soja¹⁰⁶.

Il ne faudrait pas en conclure à une condamnation de tout biocarburant mais de ceux qui font concurrence à la production alimentaire. Le biogaz issu de la méthanisation des déchets doit être encouragé à condition que, pour les "déchets" agricoles, on ne réduise pas le bilan du sol en matière organique, donc qu'on lui restitue le compost qui en résulte. De même l'utilisation directe de l'huile brute dans les véhicules des producteurs peut être encouragée. Mais le

¹⁰¹ <http://www.jdf.com/enquete/2008/04/19/04004-20080419ARTHBD00077-causes-et-consequences-de-la-flambee-des-prix-des-matieres-agricoles.php>

¹⁰² <http://www.cfr.org/publication/14293/oced.html>

¹⁰³ http://siteresources.worldbank.org/INTOGMC/Resources/Considering_trade_policies_for_liquid_biofuels.pdf

¹⁰⁴ http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/foodclimate/HLCdocs/HLC08-inf-1-E.pdf

¹⁰⁵ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2008/03/pdf/helbling.pdf>

¹⁰⁶ <http://www.imf.org/external/np/speeches/2008/050808.htm>

bioéthanol de seconde génération, issu du bois et autres matières cellulosiques, s'il devient un jour rentable, ne devra pas réduire les terres aptes à la production alimentaire et devra être compatible avec un développement durable aux plans économique, social et environnemental.

3) Les autres responsabilités des EU et de l'UE dans les émeutes actuelles de la faim

Au-delà des effets considérables de leurs programmes de biocarburants, du déficit de leurs échanges agricoles et encore plus de celui de leurs échanges alimentaires, et notamment des céréales et oléagineux de l'UE, les EU et l'UE sont à la source de bien d'autres causes de la flambée des prix agricoles et des émeutes de la faim dans les PED. Il serait trop long d'en faire l'inventaire et on se limite à quelques causes essentielles.

a) Ce sont les EU et l'UE qui ont élaboré ensemble l'Accord sur l'agriculture (AsA) de l'OMC qui a ruiné les agricultures des PED

Si, face à la flambée des prix alimentaires, le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC concluent à la nécessité de finaliser le Doha Round pour libéraliser davantage les échanges agricoles, en réalité c'est la forte baisse des protections agricoles conjuguée au dumping massif des exportations de l'UE et des EU qui ont accru la dépendance alimentaire des PED en ruinant leurs agriculteurs et industries alimentaires.

Non seulement les EU et l'UE font pression pour que les PED continuent à réduire leur protection à l'importation sur les produits agricoles et non agricoles, mais l'AsA leur a permis de poursuivre un dumping massif de leurs exportations agricoles par deux mécanismes :

i) Par la définition du dumping et des subventions autorisées : alors que, pour l'homme de la rue, il y a dumping si on exporte à un prix inférieur au coût moyen de production du pays exportateur, pour l'OMC il n'y a pas de dumping tant qu'on exporte au prix intérieur, même s'il est inférieur au coût moyen de production. Cela a été la raison majeure des réformes de la PAC depuis 1992 : rapprocher les prix agricoles des prix mondiaux a permis à l'UE d'exporter sans ou avec peu de subventions à l'exportation. Cela a aussi été la raison majeure des modifications du Farm Bill des EU depuis 1996 : faire baisser les prix intérieurs des grains (céréales, riz, oléagineux et protéagineux) pour éliminer ou appauvrir les concurrents sur le marché mondial grâce à des aides (marketing loans et paiements contracycliques) compensant la baisse des prix jusqu'à un prix minimum garanti.

ii) Par la violation des règles de l'AsA et la non prise en compte des précédents de l'Organe d'appel de l'OMC

Or vendre à un prix inférieur au coût de production n'est possible que dans les pays riches qui compensent ces bas prix par des subventions internes "découplées" des niveaux de production ou de prix courants, autorisées par l'OMC. Aujourd'hui l'essentiel du dumping massif des EU et de l'UE réside dans les subventions internes aux produits exportés car les subventions spécifiques à l'exportation ont été fortement réduites dans l'UE depuis les années 1990 et n'ont jamais été fortes aux EU. Or l'Organe d'appel de l'OMC a jugé depuis 2001 que le dumping doit tenir compte des subventions internes aux exportations et que les aides directes dites "découplées" ne le sont pas. Mais l'OMC prétend ne pas avoir le droit de contrôler la véracité des notifications de subventions de ses Membres et ne considère pas les jugements de son Organe d'appel comme des précédents.

Par exemple sur des subventions totales au coton des EU de 5,1 Md\$ en 2005, 4,8 Md\$ sont des subventions internes dont 4,5 Md\$ aux agriculteurs (le reste aux filatures). Comme 73,5% du coton a été exporté, 3,3 Md\$ ont été des subventions internes au coton exporté versées aux

agriculteurs, soit 93% des 3,6 Md\$ des subventions totales au coton exporté, les exportateurs en ayant reçu 253 M\$. Si les EU ont été condamnés à l'OMC à supprimer leurs subventions à l'exportation du coton en août 2006, ils ont donc pu maintenir 93% des subventions versées aux producteurs pour le coton exporté au prétexte qu'il s'agissait de subventions internes¹⁰⁷. En conséquence le maintien de ces subventions n'est pas pour rien sur la faible remontée du prix mondial du coton (qui est celui des EU) comme on l'a vu au tableau 1.

Ce maintien d'un très faible prix du coton explique pour une bonne part les émeutes récentes de la faim en Afrique de l'Ouest, à côté bien sûr du dumping massif des produits alimentaires de base exportés par l'UE et les EU (blé, riz, sucre, oléagineux, produits laitiers, viande de volaille) qu'ils ont dû importer puisque, parallèlement, ces pays ont été obligés d'abaisser énormément leur protection à l'importation sous les pressions du FMI, de la Banque mondiale, qui sont le bras armé des EU et de l'UE qui en contrôlent à eux deux la majorité des voix.

Si l'UE a réduit de 90% ses subventions à l'exportation des céréales de 1992 à 2002, avec les aides internes, la subvention par tonne exportée a augmenté de 20% puisque le volume exporté a baissé de moitié¹⁰⁸. De même l'UE a accordé 329 M€an de 1995 à 2000 de subventions aux volailles exportées, dont les ¾ en subventions internes. De même 62% des 462 M€an accordées en moyenne aux exportations de viande de porc dans la même période ont été des subventions internes. Cela a été aussi le cas pour 38% des 2,7 Md€an de subventions aux produits laitiers exportés et pour 52% des 1,8 Md€an de subventions aux exportations de viande bovine.

Pour les EU, l'IATP a montré que le taux moyen de dumping de 1997 à 2003 a été de 11,8% sur le soja, 19,2% sur le maïs et le riz et 37% sur le blé. Et, comme les aliments du bétail comptent pour plus de 50% du coût de production du porc et de la volaille, les grains fourragers fortement subventionnés des EU ont impliqué des prix de dumping pour les viandes de porc et de volaille exportés, et à un moindre degré pour la viande bovine et les produits laitiers. Leur part des exportations mondiales a été de 36% pour la volaille en 2005, celle de porc de 27% en 2007 et celle de viande bovine de 12% en 2003, ces exportations ayant été récemment dopées par la faiblesse du dollar, autre forme plus subtile de dumping.

Il faut d'ailleurs ajouter que les subventions spécifiques à l'exportation n'ont pas été interdites par l'OMC mais seulement astreintes à réduction de 36% de leur montant par rapport à leur niveau des années 1986-90.

iii) L'UE et les EU n'ont pas notifié à l'OMC leurs subventions aux aliments du bétail dans la catégorie des subventions astreintes à réduction

L'UE a "oublié" de notifier dans cette catégorie (boîte orange) 9,7 Md€an de 1995 à 2000. Et les EU ont subventionnés les grains ayant servi d'aliments du bétail pour un montant croissant de 3,8 Md\$ en 2002 à 7,7 Md\$ en 2005.

b) L'AsA comme la PAC et le Farm Bill ont consacré la dérégulation des marchés agricoles internationaux et nationaux, "le libre jeu des forces du marché" étant censé optimiser les prix pour tous les acteurs, et d'abord pour les consommateurs. Les plus gros perdants sont les petits agriculteurs, en particulier ceux des PED qui ne bénéficient pas

¹⁰⁷ J. Berthelot, *Commentaires de Solidarité sur le Projet révisé de modalités concernant l'agriculture*, 10 mars 2008; *Solidarité's comments on the revised draft modalities for agriculture*, 21 February 2008.

¹⁰⁸ Voir différentes analyses de J. Berthelot sur le site de Solidarité : <http://solidarite.asso.fr>.

comme leurs collègues du Nord des subventions massives compensatrices de la baisse des prix et qui représentent d'ailleurs les $\frac{3}{4}$ des 854 millions de sous-nutris chroniques.

En réalité les seuls gagnants sont les firmes agroalimentaires de plus en plus mondialisées dont les bénéficiaires ont grossi, y compris avec la flambée récente des prix agricoles. Ainsi les profits de Cargill ont bondi de 86% sur les 4 mois de novembre 2007 à février 2008 par rapport à la même période d'un an plus tôt¹⁰⁹; ceux d'ADM (Archer Daniel Midland), premier producteur d'éthanol de maïs aux EU et un des premiers producteurs de biodiesel de l'UE, ont bondi de 65% de 2006 à 2007¹¹⁰. Les profits avant intérêts et impôt de Bunge, qui produit aussi du biodiesel dans l'UE, ont explosé de 750% sur la période décembre 2007 à mars 2008 par rapport à la période identique des 12 mois précédents et son président a notamment déclaré : *"C'est une période unique pour l'agribusiness et l'industrie alimentaire du monde... Un environnement de prix élevés et volatils présente cependant certains défis... Dans cet environnement, sont essentiels une gestion efficace du risque et une conduite des affaires mondiales qui atténue l'exposition dans une région quelconque, tout en fournissant la capacité de faire naviguer les délocalisations de marchés. Ce qui l'est aussi est une gestion efficace du fonds de roulement"*¹¹¹.

c) La responsabilité la plus lourde de l'UE et des EU dans la progression récente et surtout future de la faim réside dans les accords bilatéraux de libre-échange, pudiquement appelés de "partenariat économique" par l'UE, qu'ils ont imposés aux PED, notamment l'ALENA imposé aux agriculteurs mexicains par les EU depuis 1994 et les APE (Accords de partenariat économique) imposés aux pays ACP fin 2007. Par exemple les exportations de maïs des EU au Mexique, où la tortilla constitue la nourriture de base des Mexicains, sont passées de 0,9 Mt en 1991-93¹¹² à 8,8 Mt en 2006¹¹³. Surtout les APE constituent la mèche qui allumera dans les années à venir une bombe dont l'explosion provoquera en Afrique sub-saharienne des émeutes auprès desquelles celles des dernières semaines apparaîtront insignifiantes.

D – Le Brésil a-t-il une responsabilité dans la flambée des prix agricoles?

Selon Anne Denis du quotidien Les Echos du 18 avril 2008, *"Le Brésil, devenu en quelques années numéro deux du bioéthanol (derrière les Etats-Unis) grâce à une politique ultravolontariste, est particulièrement montré du doigt. D'autant que, du fait de ses exportations, il est l'un des grands bénéficiaires de la flambée des prix agricoles. Le président Lula a pourtant défendu sa politique, lors d'une conférence régionale de la FAO qui se tient à Brasilia. « Le vrai crime contre l'humanité (1) serait de rejeter a priori les biocarburants, et de laisser les pays étranglés par le manque de produits alimentaires et d'énergie dans la dépendance et l'insécurité », a-t-il riposté en mettant en cause « l'impact négatif de l'augmentation du pétrole sur les coûts de production » et celui « des subventions et du protectionnisme dans le secteur agricole »"*¹¹⁴.

¹⁰⁹ http://www.cargill.com/news/news_releases/080414_earnings.htm

¹¹⁰ http://www.admworld.com/pdf/adm_2007_annual_report_que.pdf

¹¹¹ <http://phx.corporate-ir.net/phoenix.zhtml?c=130024&p=irol-newsArticle&ID=1134307&highlight=>

¹¹² <http://www.ers.usda.gov/publications/wrs0701/wrs0701.pdf>

¹¹³ <http://www.ers.usda.gov/Data/Feedgrains/StandardReports/YBtable22.htm>

¹¹⁴ <http://www.lesechos.fr/info/inter/4716963.htm>

Que faut-il en penser ? On a déjà souligné que, étant tiré de la canne à sucre, le bioéthanol du Brésil n'est pour rien dans la flambée du prix des céréales, ni même du sucre puisque son prix a baissé depuis 2006. Pour autant cela ne justifie pas l'éthanol de canne à sucre du Brésil.

Un rapport bien documenté de Camila Moreno et Anuradha Mittal montre que "*Les biocarburants... dépendent de l'expansion massive des monocultures industrielles et des OGM dans le système d'agriculture industrielle contrôlée par les grandes sociétés d'agrobusiness. Une tournée en voiture à travers la campagne brésilienne montre comment l'expansion des biocarburants est en train de convertir des millions d'hectares d'écosystèmes naturels de valeur, y compris le Cerrado (pâturages) et l'Amazonie, en une monoculture majeure. Cette expansion des monocultures...détermine aujourd'hui l'accès et le contrôle sur les ressources naturelles communes (terre, eau, forêts, biodiversité, pétrole, gaz) et est à la racine de presque tous les conflits socio-environnementaux au Brésil et à travers le reste de l'Amérique latine*"¹¹⁵.

Autrement dit, même si le bioéthanol de canne à sucre n'est pas à l'origine directe de la flambée des prix mondiaux des céréales – mais l'expansion plus récente du biodiesel de soja participe à la hausse du prix des oléagineux –, la rapide expansion de l'agriculture industrielle qu'il provoque au Brésil a des effets d'éviction sur la petite paysannerie et le freinage de la réforme agraire tout en renchérissant aussi le coût de l'alimentation pour la population brésilienne¹¹⁶.

Au-delà de ses impacts sociaux et environnementaux négatifs, la croisade du Président Lula pour promouvoir les biocarburants dans le monde¹¹⁷ s'explique aussi, comme aux EU, par les retombées économiques considérables pour le Brésil : forte hausse des revenus agricoles et surtout des profits de l'agrobusiness et des exportations, y compris d'éthanol. Ainsi le Brésil a réalisé un excédent fabuleux de 49,7 Md\$ de ses échanges agricoles en 2007 (58,4 Md\$ d'exportations pour 8,7 Md d'importations)¹¹⁸ contre 38,4 Md\$ en 2005 et 37 Md\$ en 2006¹¹⁹. Malgré les efforts de Lula pour démontrer que l'expansion des biocarburants est étrangère à la flambée des prix agricoles mondiaux, le Brésil en est le premier bénéficiaire, bien avant les EU qui ont enregistré un déficit net de leurs échanges agricoles avant d'avoir un excédent important en 2007 et plus encore pour celui prévu pour 2008 (24 Md\$, soit moitié moins que celui du Brésil en 2007).

Et l'on comprend en outre que, dans ce contexte de prix agricoles élevés si rentables pour ses exportations, le Brésil cherche à tout prix à finaliser le Doha Round qui lui ouvrirait de nouveaux marchés, particulièrement vers les autres PED vers qui la majorité de ses exportations agricoles se sont dirigées depuis 2004. Ce faisant le Brésil les trahit, vendant son leadership sur eux pour un plat de lentilles, en pleine contradiction avec l'objectif prioritaire de la majorité des PED qui est de renforcer la protection de leur marché intérieur.

Pourtant, cette fuite en avant dans l'agrobusiness d'exportation largement contrôlé par les multinationales étrangères, notamment des EU, entraînerait des dégâts écologiques considérables, alors même que deux chercheurs agro-météorologues de l'Embrapa et de l'Université de Campinas ont alerté en 2005 sur les risques du réchauffement climatique pour

¹¹⁵ http://oaklandinstitute.org/pdfs/biofuels_report.pdf

¹¹⁶ <http://www1.folha.uol.com.br/folha/dinheiro/ult91u401397.shtml>

¹¹⁷ Jean-Pierre Langellier, *La croisade du Brésil pour l'éthanol*, Le Monde des 11-12 mai 2008.

¹¹⁸ <http://www.agenciabrasil.gov.br/noticias/2007/12/13/materia.2007-12-13.3390134025/view>

¹¹⁹ <http://www.iea.sp.gov.br/out/verTexto.php?codTexto=7019>

la sécurité alimentaire. En effet un réchauffement de 5,8 degrés au cours du siècle réduirait de moitié les terres potentiellement utilisables pour produire du café, du riz, du haricot, du maïs et du soja tandis qu'un réchauffement de 3 degrés les réduirait d'un tiers¹²⁰. Et ceci alors même que les réserves de terres cultivables du Brésil et de l'Argentine sont considérées comme indispensables pour nourrir les 9,3 milliards d'êtres humains attendus pour 2050.

V – Le rôle de la spéculation financière sur les produits agricoles et le pétrole, et de la chute du dollar dans la flambée des prix agricoles

De toute évidence la flambée des prix agricoles mondiaux en deux ans – hausse de 120% à 190% de janvier 2006 à mars-avril 2008 pour les céréales et oléagineux (voir sections II et III) – ne peut s'expliquer seulement par la baisse de 13% des stocks mondiaux de céréales, de 11% des stocks de graines oléagineuses et de 12% des stocks d'huiles – du fait notamment de leur utilisation pour les biocarburants – mais par une très forte spéculation financière accompagnée d'une spéculation commerciale et de l'intervention des Etats pour sécuriser les besoins alimentaires nationaux.

1) Le rôle majeur de la spéculation financière

Celle-ci a amplifié considérablement les fluctuations et s'est appuyée sur des anticipations auto-réalisatrices. On retrouve ici le phénomène récurrent des bulles spéculatives intervenues sur les marchés boursiers ou immobiliers dans plusieurs pays depuis 20 ans.

Pour le FMI "Sur les marchés financiers, les produits de base constituent désormais une partie bien établie de la catégorie plus large des actifs de substitution... L'abondance de liquidités due à la faiblesse des taux d'intérêt tend aussi à augmenter la demande d'actifs sous forme de matières premières (en partie parce que les titres publics à faible rendement sont moins attractifs) et l'incitation à les stocker, en diminuant le coût de portage, toutes choses égales par ailleurs. Le taux de change du dollar influe sur les cours des matières premières, car la plupart d'entre elles — le pétrole brut, les métaux précieux et industriels, les céréales, telles que le blé et le maïs — sont cotées dans cette monnaie. Sa dépréciation depuis quelques années a donc fait baisser les prix pour les consommateurs extérieurs à la zone dollar, stimulant du même coup la demande. S'agissant de l'offre, la moindre rentabilité en monnaie locale pour les producteurs extérieurs à la zone dollar a favorisé la hausse des prix des matières premières. Un recul de la valeur du dollar diminue aussi le rendement en devises étrangères des actifs financiers libellés dans cette monnaie, ce qui fait des matières premières une catégorie d'«actifs de substitution» plus intéressante pour les investisseurs étrangers"¹²¹.

Alain Faujas et Claire Gatinois en donnent un bon exemple : *"Le prix du riz a bondi de 31% en une journée, le jeudi 27 mars 2008, passant de 580 à 760 dollars, les stocks étant tombés au plus bas depuis 1976. L'Inde, l'Egypte, le Vietnam et le Cambodge ont annoncé qu'ils suspendaient leurs exportations de riz au moment où les Philippines en cherchaient désespérément 500 000 tonnes sur le marché. Les spéculateurs ont sauté sur l'occasion, comme ils ne cessent de le faire pour le blé, l'or, le pétrole ou les carcasses de porc dont les cours fluctuent de plus en plus brutalement"¹²².*

¹²⁰ http://www.unicamp.br/unicamp/unicamp_hoje/ju/fevereiro2005/ju278pag12.html

¹²¹ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2008/03/pdf/helbling.pdf>

¹²² http://www.lemonde.fr/economie/article/2008/03/28/la-speculation-chamboule-les-prix-des-matieres-premieres_1028439_3234.html

Comment expliquer autrement que par la spéculation que, sur le marché à terme de grains de Minneapolis, le prix du blé HRW à haute teneur en protéine ait lui aussi augmenté de 29% le 25 février 2008 par rapport à la veille?¹²³

Selon le New York Times du 22 avril 2008, "*Les prix des indices larges de commodités ont grimpé de 40 pour cent l'année dernière et les prix des grains ont gagné encore plus – environ 65 pour cent pour le maïs, 91 pour cent pour le soja et plus de 100 pour cent pour certains types de blé. Ce boom des prix a attiré un torrent de nouveaux investissements de Wall Street, estimés à au moins 300 milliards de \$*"¹²⁴.

La Commodity Futures Trading Commission, qui surveille les marchés à terme des EU, "*a découvert que les fonds de Wall Street indexés sur les commodités... ont une concentration bien plus lourde sur les marchés à terme agricoles que beaucoup le pensaient. La Commission a trouvé que les fonds de Wall Street contrôlent un cinquième des contrats à terme de commodités comme le maïs, le blé et le bétail vif sur les marchés à terme de Chicago, Kansas City et New York. Sur les marchés à terme de Chicago, par exemple, les fonds réalisent 47 pour cent des contrats à long terme sur les porcs en vif, 40 pour cent de ceux sur le blé, 36 pour cent de ceux sur le bétail vif et 21 pour cent de ceux sur le maïs. "Ce sont des chiffres qui vous laissent pantois" déclare Dan Basse, le président de AgResources, une firme de recherches agricoles de Chicago*"¹²⁵.

Pour Karel Vereycken et Bertrand Buisson "*La version officielle généralement exposée dans les journaux... consiste à blâmer les Chinois et les Indiens, trop nombreux et devenus friands de céréales, et le changement climatique responsable de mauvaises récoltes... Les vautours de la spéculation, associés aux principaux intérêts financiers mondiaux, ont dans un premier temps organisé une baisse des prix sur les marchés agricoles, créant ainsi une situation de pénurie. Dans un second temps - aujourd'hui - ils se précipitent sur les produits de ces marchés pour spéculer à la hausse. Et en même temps, ils promeuvent les agro-carburants, impliquant un retrait des céréales, du colza, du soja, de la betterave et de la canne à sucre du secteur alimentaire, pour accélérer les anticipations haussières sous des prétextes plus ou moins écologiques*"¹²⁶.

Syed, le directeur de Axiom Funds – le hedge fund ayant eu les meilleurs résultats en 2007 parmi ceux spécialisés sur les "commodités" –, "*déclare qu'il souhaite augmenter ses investissements dans les fonds agricoles car les prix records du pétrole propulsent la demande de biocarburants. On ne pense pas qu'il s'agit d'un simple engouement. L'équilibre offre-demande joue en faveur de prix agricoles supérieurs dans les années à venir*"¹²⁷.

Pour Patrick Collinson and Paul Bicknell, "*L'agriculture est la dernière "classe d'actifs" à exciter les investisseurs, qui se ruent sur les "commodités telles que le blé, le maïs et les graines de soja, puisque le changement climatique et l'appétit croissant pour la viande et les grains des pays émergents d'Asie font bondir les prix*"¹²⁸. Et ils précisent que "*Les Exchange Traded Funds (ETF) sont un moyen bon marché pour les petits investisseurs de se lancer dans les placements sur les commodités. On peut les acheter et vendre comme n'importe*

¹²³ <http://www.farmpolicy.com/?p=727#more-727>

¹²⁴ http://www.nytimes.com/2008/04/22/business/22commodity.html?_r=2&th&emc=th&oref=slogin&oref=slogin

¹²⁵ <http://www.nytimes.com/2007/01/19/business/19futures.html>

¹²⁶ http://www.solidaritetprogres.org/article-imprim.php3?id_article=3288

¹²⁷ <http://www.iht.com/articles/2007/08/21/bloomberg/bxfund.php?page=1>

¹²⁸ <http://www.guardian.co.uk/money/2008/mar/15/moneyinvestments.alternativeinvestments>

quelle autre action... On peut opter pour un ETF qui couvre un panier de commodités, ou en acheter de particulières, comme le blé et le maïs... Sarasin... lance son fonds AgriSar lundi, investissant dans l'agriculture et les industries et secteurs connexes".

Pour Henry Boucher, le directeur du fonds AgriSar, *"Sur les 18 derniers mois nous avons enregistré des résultats très satisfaisants du segment agriculture de nos portefeuilles mondiaux d'investissement en actions. Nous sommes convaincus qu'il y a des opportunités à long terme de s'exposer dans ce domaine en tant qu'actif à part entière... Sarasin engage une équipe de professionnels expérimentés pour gérer le nouveau fonds... équipe soutenue par la maison mère ultime qu'est Rabobank, la plus grande banque agricole mondiale"*¹²⁹.

Et il précise : *"Le fonds aura un portefeuille d'approximativement 50 à 60 valeurs couvrant toute la filière du secteur agricole. Cela inclut les engrais, les pesticides et les semences, l'irrigation, la mécanisation, le stockage, la transformation et la distribution. Le fonds peut investir dans les commodités agricoles elles-mêmes, mais on attend que cette exposition ne dépasse pas 15 pour cent. Ceci parce que l'histoire de la croissance réelle à long terme réside dans la chaîne d'approvisionnement conduisant à la production"*.

Selon Dominique Baillard *"le volume des capitaux gérés par les fonds d'investissement cotés... sur les produits agricoles européens a quintuplé. Il est passé de 156 millions de dollars... à 911 millions... selon la Barcap... L'encours des fonds placés sur les marchés agricoles américains a fait un bond encore plus grand : il a été multiplié par sept entre le premier et le dernier trimestre de l'année 2007"*¹³⁰.

Plus récemment la Barclays a lancé un appel à souscription à Singapour et Hong-Kong durant le mois de mai 2008 pour le "Global Agriculture Delta Fund" qui *"vise à fournir une opportunité d'investissement agricole unique et transparent aux investisseurs, basé sur les performances de l'indice agricole du Rogers International Commodity Index représentant la valeur des contrats à terme négociables sur 20 produits agricoles dont des grains, du coton, du bétail et du bois"*¹³¹.

William Pfaff écrit le 17 avril 2008 : *"Curieusement on a peu parlé du rôle de la spéculation dans la poussée des prix des commodités en général et des produits alimentaires en particulier. On avance parfois l'argument que la spéculation n'est pas importante parce que les spéculateurs à terme ne prendront jamais livraison des produits; mais c'est là précisément le problème. C'est pour cela que la spéculation est très destructrice du marché réel. Les achats à terme des produits agricoles ont été classiquement le moyen par lequel un nombre limité de traders ont stabilisé les prix à terme des produits et permis aux agriculteurs de se financer par le biais de ventes à terme. Les achats spéculatifs n'ont pas d'autre but que de faire de l'argent pour les spéculateurs, qui conservent leurs contrats pour faire monter les prix courants avec l'intention, non pas de vendre les produits sur le marché réel à venir, mais*

129

http://www.sarasin.co.uk/internet/ieuk/about_us_media_relations_news_ieuk?&reference=71399&checksum=E DAB2D8BFD2DAD5D205E6C8C035B448B

¹³⁰ Dominique Baillard, *Comment le marché mondial des céréales s'est emballé*, Le Monde Diplomatique, mai 2008.

131

<http://www.barcap.com/sites/v/index.jsp?vnextoid=eec76779ae6c9110VgnVCM1000001413410aRCRD&vgnextchannel=1c6c15cd3f4f8010VgnVCM1000002581c50aRCRD>

de dénouer leurs positions sur un marché artificiellement gonflé, au dépens du consommateur ultime".

La spéculation étant devenue une chose qui va de soi, pratiquée à leur insu par tous les petits épargnants détenant des parts de SICAV gérées par leurs banques ou compagnies d'assurances, il n'est pas étonnant que certaines vantent ouvertement la rentabilité élevée des placements liée à la flambée des prix agricoles. C'est le cas de la banque belge KBC communiquant dans les termes suivants : *"Tirez avantage de la hausse du prix des denrées alimentaires !"* afin de faire souscrire à son fonds de placement d'assurance-vie "KBC-Life MI Security Food Prices 3" qui investit sur 6 matières premières agricoles. La publicité présentait comme une *"opportunité"* la *"pénurie d'eau et de terres agricoles exploitables"* ayant pour conséquence *"une pénurie de produits alimentaires et une hausse du prix des denrées alimentaires"*¹³². Jean-Pierre Stroobants cite à raison un chroniqueur de Trends-Tendances pour qui *"Quand nous critiquons KBC, c'est nous-mêmes que nous critiquons, écrit-il. Avez-vous pensé au fait que (...) nous demandons à nos gérants de sicav de nous donner le meilleur rendement possible?"*¹³³.

Cette implication des hedge funds sur les marchés à terme des commodités agricoles fait que *"aujourd'hui les prix des cultures ne sont pas seulement plus élevés, ils sont aussi beaucoup plus volatils. Par exemple, une mesure de la volatilité largement utilisée a montré que les traders en mars anticipaient que les prix du blé pouvaient osciller à la hausse ou à la baisse de plus de 72 pour cent dans l'année à venir, trois fois la volatilité moyenne de ce mois-là et le niveau le plus élevé depuis au moins 1980. L'oscillation du prix anticipé en mars pour le soja était de trois fois sa moyenne mensuelle, et la volatilité dans les prix du maïs était de deux fois sa moyenne mensuelle. Ces oscillations sauvages dans les prix anticipés détériorent les mécanismes – comme les contrats à terme et options – qui dans le passé ont amorti les chocs subis par l'agriculture"*¹³⁴.

L'agriculteur Fred Grieder, qui exploite une ferme de 600 hectares dans l'Illinois, explique que *"Les ventes à terme négociables... ne fonctionnent comme une couverture que si elles tombent à l'échéance à un prix à peu près comparable au prix sur le marché au comptant, où le grain est effectivement vendu. De plus en plus... les ventes à terme de grain expirent à des prix très supérieurs au prix du marché au comptant... Les agriculteurs ou les propriétaires de silos se retrouvent devoir plus sur leurs ventes à terme que ce que valent les cultures sur le marché au comptant. De telles anomalies créent des incertitudes sur le fait de savoir si le prix reflète avec précision l'offre et la demande – un débat critique puisque le prix à terme sur le marché à terme de Chicago (CBOT) est le repère pour les prix des grains au niveau mondial"*¹³⁵.

De fait un article du New York Times de janvier 2007 constatait déjà que *"la volatilité sur les marchés du maïs a amené le CBOT à augmenter le capital risque requis pour acheter ou vendre des contrats à terme de maïs. La semaine dernière le dépôt requis pour négocier est passé à 1 215 \$ par contrat, contre 338 \$ en janvier dernier"*¹³⁶.

¹³² http://www.lalibre.be/index.php?view=article&art_id=419336

¹³³ http://www.lemonde.fr/opinions/article/2008/05/12/un-produit-financier-qui-derange-par-jean-pierre-stroobants_1043787_3232.html

¹³⁴ http://www.nytimes.com/2008/04/22/business/22commodity.html?_r=2&th&emc=th&oref=slogin&oref=slogin

¹³⁵ http://www.nytimes.com/2008/04/22/business/22commodity.html?_r=2&th&emc=th&oref=slogin&oref=slogin

¹³⁶ <http://www.nytimes.com/2007/01/19/business/19futures.html>

Le même constat était fait en 2006 : "Michel Deloingce, président de la Commission sociale de l'Association nationale de la meunerie française, faisait remarquer après la hausse du prix du pain en 2006 - déjà emmenée en partie par la hausse des cours mondiaux du blé - que « la volatilité des cours est accentuée désormais par des marchés financiers et notamment dans notre pays par le MATIF (Marché à terme des instruments financiers), sur lequel des opérateurs, qui n'ont parfois rien à voir avec les métiers de la filière, se livrent à des spéculations sur les prix à terme des matières premières.»"¹³⁷.

Naturellement les défenseurs du libre-échange, notamment de la libéralisation des marchés financiers, réfutent le rôle primordial de la spéculation financière dans la flambée des prix agricoles, y compris Philippe Chalmin quand, à la question "Pensez-vous que la flambée actuelle des prix des matières premières est due aux spéculations à la bourse ?", il répond "Un peu, mais ce n'est pas le plus déterminant. Je fais remarquer d'ailleurs qu'il n'y a pas de Bourse pour des produits comme le riz, les produits laitiers, qui ont flambé de la même manière"¹³⁸. Spécialiste des marchés agricoles mondiaux, il ne devrait pas ignorer que le riz paddy est coté sur le marché à terme de Chicago sous forme d'options et qu'il a même atteint son plus haut cours le 21 avril 2008, à 829 \$/t pour livraison en mai (le riz paddy est coté en 100 livres (45,36 kg), sachant que le riz représente 65% du poids du paddy)¹³⁹.



Source : http://www.investmenttools.com/futures/soy/welcome_to_the_page_about_rice.htm

Rice Futures - The Blue line is a Donchian channel, red line is a 5 day exponential average, green line is a 20 day exponential average. Vertical green bars MACD (Moving average convergence divergence) 5 and 20.

Philippe Chalmin ignore aussi que les produits laitiers (lait classe III et beurre) sont cotés sur le marché à terme de Chicago sous forme également d'options.

¹³⁷ http://www.solidariteetprogres.org/article-imprim.php?id_article=3288

¹³⁸ http://www.lemonde.fr/archives/article/2008/04/22/philippe-chalmin-le-defi-majeur-de-la-planete-au-xxie-siecle-sera-alimentaire_1036889_0.html

¹³⁹ <http://futures.tradingcharts.com/marketquotes/index.php3?market=RR>



Source : <http://www.dairy.nu/quotes.asp>

2) La spéculation commerciale et les stocks des producteurs et consommateurs

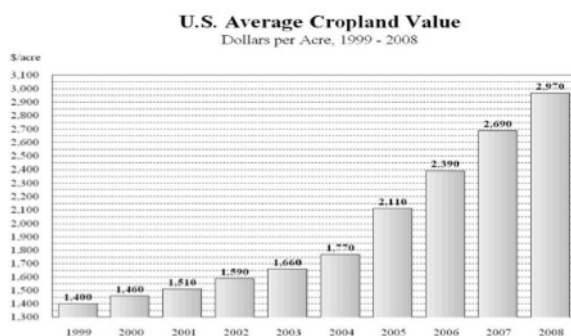
A côté de la spéculation sur les marchés financiers, il ne faut pas minimiser celle des autres opérateurs des filières d'exportation et d'importation, dont les agriculteurs eux-mêmes et les commerçants, notamment les exportateurs, qui font face en outre à l'appréciation de leur monnaie nationale par rapport au dollar. On sait en effet que les échanges de produits agricoles se font essentiellement en dollars, y compris le riz entre pays asiatiques. Ainsi le dollar est passé de 40,77 bahts thaïlandais en janvier 2006 à 31 bahts à la mi-mars 2008¹⁴⁰. Aussi les exportateurs, qui ont vendu à terme ferme, se plaignent-ils des rétentions de stocks des riziculteurs et des rizeries, peu soucieux de vendre dans l'attente de la montée des prix, et ils doivent souvent acheter à un prix supérieur à leur prix de vente.

3) Les interventions publiques pour restreindre les exportations et importer à tout prix

L'analyse récente de l'USDA rédigée par Ronald Trostle sur la flambée des prix agricoles énumère la liste des interventions des différents pays ayant cherché à privilégier la sécurité alimentaire de leurs concitoyens¹⁴¹.

4) La spéculation sur les terres agricoles

Un autre effet pervers de la flambée des prix agricoles est l'explosion parallèle du prix des terres agricoles. Ainsi, au Royaume-Uni "la valeur des terres agricoles a augmenté de 28 pour cent au second semestre 2007... et de plus de 10 pour cent dans les quatre premiers mois de 2008"¹⁴². Selon l'USDA le prix moyen des terres arables a augmenté de 13% pour cent aux EU en 2007 et devrait monter de 15% de plus en 2008.



<http://farmpolicy.typepad.com/farmpolicy/files/croplandvalue08.jpg>

¹⁴⁰ http://www.irri.org/publications/today/pdfs/7-2/RT_Troubling_trade.pdf

¹⁴¹ <http://www.ers.usda.gov/Publications/WRS0801/WRS0801.pdf>

¹⁴² <http://www.independent.co.uk/news/uk/this-britain/fields-of-gold-investors-discover-lucrative-haven-in-britains-farmland-810376.html>

5) Conclusion: comme toutes les autres bulles qui se sont constituées sur les marchés financiers ou immobiliers depuis une vingtaine d'années ont fini par éclater – la dernière en date étant celle des "subprimes" dans le marché immobilier des EU –, celle en cours sur les produits agricoles – qui résulte en partie des liquidités ayant fui l'immobilier des EU – aura le même sort. D'autant que l'élasticité de la demande alimentaire est très faible et qu'il suffira donc d'une faible hausse de la production globale, garantie par le niveau actuel des prix, pour faire s'effondrer ceux-ci. Déjà on a vu que le prix du blé HRW a chuté de 21% entre la dernière semaine de février et la seconde semaine de juin 2008 et celui du blé SRW de 49%.

Le récent rapport commun "Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2008-2017. Aperçu" confirme que *"Les prix sont appelés à descendre progressivement, étant donné le caractère ponctuel de certains des facteurs en cause dans les envolées récentes... En pareil cas dans le passé, les prix sont redescendus parallèlement au retour à des conditions plus normales et l'offre a fini par suivre. Il n'y a pas de raison de croire ici que ce schéma ne se reproduira pas dans les années à venir"*¹⁴³.

Toutefois, comme la flambée parallèle des prix du pétrole renchérit les coûts de production et de transport des produits agricoles et alimentaires, l'éclatement de la bulle devrait se traduire par le maintien de prix agricoles significativement supérieurs aux prix moyens ayant prévalu dans les années 2000-05, pour tenir compte de ces coûts structurellement supérieurs. Cela est confirmé par le rapport conjoint FAO-OECD : *"Toutefois, lorsqu'ils auront baissé par rapport aux niveaux record actuels, les prix resteront, en moyenne, plus élevés à moyen terme que pendant la décennie écoulée. Mais les déterminants de l'offre de produits agricoles (les gains de productivité, pour l'essentiel) finiront par l'emporter sur ceux qui sous-tendent la progression de la demande, liée aussi bien à l'alimentation humaine et animale qu'à des utilisations industrielles, à commencer par la production de biocarburants. En conséquence, les prix se réorienteront à la baisse en termes réels, de façon cependant moins marquée peut-être que dans le passé... Par rapport à la moyenne observée entre 1998 et 2007, les projections de prix pour la période 2008-2017 indiquent une augmentation de 20 % environ pour la viande bovine et porcine, de quelque 30 % pour le sucre brut et le sucre blanc, de 40 à 60 % pour le blé, le maïs et le lait écrémé en poudre, de plus de 60 % pour le beurre et les graines oléagineuses et de plus de 80 % pour les huiles végétales. Sur la période des Perspectives, le mouvement de baisse des prix reprendra en termes réels, à un rythme cependant plus lent"*.

C'est pourquoi seule la refondation des politiques agricoles sur la souveraineté alimentaire sans dumping permettra de surmonter les défis du développement durable au triple niveau économique, social et environnemental.

¹⁴³ http://www.fao.org/es/esc/fr/2/3/highlight_550.html